

*l'Anti*capitaliste

n°384 | 18 mai 2017 — 1,20 €

comadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

MACRON :
ni gauche
ni gauche...

COMBATTRE les
RECUIS SOCIAUX,
c'est MAINTENANT!

Dossier

**C'EST DANS LES
LUTTES QUE ÇA SE
PASSERA!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron et Merkel sont
sur un bateau...

Page 2

PREMIER PLAN

Climat: une conférence
de plus... mais toujours
pas la bonne! Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Iran: pour les peuples, rien de bon
dans les urnes...

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Walid Attalah sur
la grève de la faim des prisonniers
palestiniens Page 12



Par HENRI WILNO

Macron et Merkel sont sur un bateau...

Dès le lendemain de sa prise de fonction, Macron était à Berlin pour rencontrer Merkel. Les nationalistes et « patriotes » de toutes nuances vont sans doute présenter cette visite comme celle d'un vassal à sa suzeraine. En fait, l'Europe à laquelle Macron a prêté allégeance est celle du capital. Quand Macron déclare à Berlin : « La première tâche sera de mettre en place un agenda de réformes. Non parce que l'Europe le demande mais parce que la France en a besoin », il ne ment pas, sauf que « sa » France, c'est celle de Bernard Arnault, de Bolloré, de Dassault, de la famille Peugeot, etc.

Les dirigeants européens ont un vrai souci face auquel, Allemands compris, ils savent qu'il n'y a pas de recettes miracles : l'Union européenne (UE) est en crise dans un environnement mondial de plus en plus instable, alors qu'à la tête du « juge de paix » du capital international se trouve désormais Trump, un président nationaliste et tout aussi instable. Dans ce contexte, même après le Brexit, capitalistes et gouvernants européens, malgré des différences de points de vue, pensent que mieux vaut une Europe brinquebalante qu'un éclatement qui ajouterait encore plus d'incertitude. De cette rencontre à Berlin, il n'est sorti que des déclarations d'intention. Macron, avec beaucoup de prudence, a essayé de convaincre Merkel de progresser vers un budget de l'Eurozone pour financer des investissements et réduire l'impact des chocs provoqués par les politiques libérales (qui seraient poursuivies avec encore plus de ténacité). Cela pourrait nécessiter une modification des traités européens. Merkel n'a pas dit non... mais n'a pris aucun engagement.

Vu l'affaiblissement relatif du capitalisme français, Macron n'a que des arguments politiques pour essayer de convaincre, et une seule carte dans sa manche : une fois la Grande-Bretagne partie, la France demeure pour l'instant la seule puissance militaire de l'UE capable d'interventions extérieures. Depuis des années d'ailleurs, l'activisme militaire est utilisé par les dirigeants français pour compenser le déclin économique du capitalisme national. Le command-car avec lequel Macron a paradé sur les Champs-Élysées renvoie aussi à cette réalité. Au-delà des combinaisons politiciennes, le cocktail macronien des mois à venir sera donc un mélange de réformes antisociales, d'avancées vers un budget militaire à 2% du PIB, et de « maintien de l'ordre ». Tout cela avec la bénédiction d'Angela Merkel.

BIEN DIT

Macron dit vouloir incarner le renouveau et prétend que ceux qui vont gouverner avec lui l'ont mérité. (...) Strzoda aurait donc du mérite à avoir orchestré une telle répression contre le mouvement social en 2016? À traquer les sans-papiers sans relâche? Ça promet!

JEANNE, co-responsable des Jeunes communistes de Rennes, qui se souvient des méthodes de l'ex-préfet de Bretagne Patrice Strzoda... nommé directeur de cabinet de Macron à l'Élysée (citée par l'Humanité dimanche 14 mai)

À la Une

Macron : ni gauche ni gauche... Combattre les reculs sociaux, c'est maintenant!

Le roi est mort, vive le roi? La cérémonie du sacre républicain a bien eu lieu, et Macron est devenu dimanche le huitième président de la 5^e République...

Pourtant, au regard de la séquence électorale et de ses nombreux retournements de situation, le nouveau président semble être le grand gagnant... d'un concours de circonstances. Vainqueur du premier tour après une campagne à multiples rebondissements qui a vu le renoncement de Hollande, l'élimination de Valls à la primaire, la dégringolade de Hamon et l'affaiblissement d'un Fillon donné grand gagnant, Macron a pu bénéficier à plein du « front républicain » pour battre le FN.

Demandez le programme... de régression sociale!

Macron n'en reste pas moins le candidat de la bourgeoisie. Les relations qu'il a nouées dans sa fulgurante carrière, tant dans le privé que dans le public, ont vu en lui la figure parfaite du grand commis d'État et du banquier d'affaire. Idéal pour faire le job! Car Macron, comme il aime à le répéter, a un « projet », celui du néolibéralisme. Et tel le premier DRH de France, il compte bien le mener jusqu'au bout. Sa volonté de modifier de nouveau le code du travail par ordonnances et ce dès cet été, s'inscrit dans cette optique. Pour parvenir à ses fins, le nouveau président ne compte s'embarasser ni de dialogue social ni de débats parlementaires, et surtout espère ainsi prendre de court tout mouvement social en appliquant la « stratégie du choc ». Et il ne s'agit que d'un début, car dans ses premières mesures figurent également la suppression des cotisations salariales, le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif, l'étatisation de l'assurance chômage, la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique... Bref, une cure d'austérité assurée, une privatisation des profits et une socialisation des pertes.



Quant à ses mesures pour plus d'égalité, notamment en matière d'éducation, elles s'inscrivent également dans un cadre d'austérité. Dans les écoles relevant de l'éducation prioritaire, la mise en place de classes de CP et de CE1 avec 12 élèves... se fera au détriment du dispositif « plus de maîtres que de classes » afin de redéployer des postes existants et de ne pas avoir à en créer. Sans compter que, dans son empressement à afficher une mesure progressiste, le nouveau président néglige le problème des locaux, laissant les communes trouver des solutions pour s'adapter.

À peine élu et déjà affaibli?

Mais pour faire passer de telles mesures, le nouveau président risque de se retrouver confronté à un déficit de légitimité. Derrière les 66% des voix pour Macron se cache une autre réalité : si l'on retire les votes blancs,

nuls et l'abstention, seuls 43,63% du corps électoral s'est exprimé en sa faveur, chiffre auquel il faut encore retirer toutes celles et ceux qui ont seulement voulu faire barrage au Front national.

Les législatives sont donc un enjeu crucial pour le nouveau président. Certes, il dispose des commodités – et autoritaires – institutions de la 5^e République (ordonnances, 49.3...), d'un solide appareil d'État, et d'un appareil de répression renforcé dans le cadre de l'état d'urgence. Mais pour en bénéficier pleinement, il lui faut une solide majorité.

Face aux risques d'une assemblée fragmentée entre les forces politiques ayant fait les quatre plus hauts scores au premier tour de la présidentielle, le nouveau président risque de se retrouver sans majorité absolue. La nomination d'Édouard Philippe, Premier ministre « transgressif » de droite

100% assumée, vise alors à essayer de rassembler autour de lui, une partie du PS lui mangeant déjà dans la main. Cette majorité présidentielle rassemblera en réalité tous ceux qui depuis des années cherchent à nous faire avaler la pilule de l'austérité et à appliquer des mesures néolibérales. Reste à voir combien de temps une si fragile alliance pourra tenir avec un pouvoir si peu légitime et dans le cadre d'un système à bout de souffle.

Riposter, reconstruire

Une telle fragilité du pouvoir, dans un contexte de rejet de la politique institutionnelle, avec un président qui tentera par tous les moyens d'imposer son programme néolibéral, risque fort de mener à une crise politique et sociale majeure. Avec le FN en embuscade, il est plus qu'urgent de reconstruire un mouvement ouvrier organisé, de renforcer les outils d'action collective et de créer un front social et démocratique qui permette de s'opposer concrètement au nouveau gouvernement.

Il nous faut porter l'idée d'un élargissement et d'un dépassement des forces de l'extrême gauche et de la gauche radicale, mais aussi et surtout la convergence des forces inorganisées des luttes, des luttes du salariat mais aussi de celle pour l'égalité des droits et celles de nouveaux terrains comme la justice climatique. Car, on l'a vu il y a un an au moment de la loi travail, les possibilités de résistance existent, mais il faut tracer des perspectives politiques dans ces luttes pour leur permettre de s'amplifier et de contrer jusqu'au bout l'offensive antisociale et réactionnaire.

Camille Joue

CLIMAT

Une conférence de plus... mais toujours pas la bonne!

Lundi 8 mai à Bonn en Allemagne, 196 États membres ont ouvert la session annuelle de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)...

Il s'agit pour eux de discuter de la décision prise lors de la COP22 de Marrakech en 2016, de poursuivre les discussions pour avancer sur le manuel de mise en œuvre de l'accord de Paris de 2015 (COP21), afin de se mettre d'accord sur le contenu du « dialogue facilitateur », sorte de bilan intermédiaire basé sur le volontariat, programmé pour 2018, avant le bilan mondial... prévu en 2023! De quoi faire croire qu'ils agissent...

Une catastrophe déjà là

Encore une fois, comment accorder la moindre confiance à des gouvernants empêtrés dans des démarches aussi inefficaces et ridicules? De conférences internationales en sommets mondiaux, leurs politiques se résument à des déclarations d'intention vides, à une autosatisfaction criminelle, à des shows médiatiques orchestrés. Incapables d'opposer une résistance à la voracité sans fin

des grands groupes industriels et financiers, quand ils n'en sont pas de fidèles représentants malléables à volonté, ils s'ingénient à mettre en scène leur spectacle sans rien changer au scénario capitaliste.

Un des enjeux de la future COP23 de Bonn sera le financement des différents fonds d'aide à la transition énergétique des pays du Sud, premiers à subir les effets dévastateurs de la montée des températures. C'est d'autant plus mal parti de ce côté-là aussi, que les pays du Nord peinent à abonder le Fonds vert de 100 milliards de dollars par an, une promesse prise à Copenhague en 2009.

Pourtant, tous les indicateurs du réchauffement sont au rouge, de l'intensification des catastrophes météorologiques aucunement naturelles à la hausse du niveau des mers. Ainsi, une étude d'une équipe franco-suisse conduite par Anny Cazenave du Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales de Toulouse, est la première à déceler une accélération du rythme d'élévation des océans depuis le début des observations satellites en 1993. Ainsi, la récente coulée de boue meurtrière en Colombie, les inondations au Pérou, en Californie, après des sécheresses à répétition, des cyclones à Madagascar, en Nouvelle-Zélande, des tempêtes mortelles en Afghanistan, au Mozambique, des vagues de chaleur qui déclenchent des incendies au Chili, en Australie... mais aussi la menace de disparition d'îles du Pacifique, de villes comme Amsterdam, New York... sont les conséquences directes du

Un monde à changer

LE CAPITAL ET SON ÉTHIQUE... Une étude récente du cabinet de conseil international PricewaterhouseCoopers (PwC) porte sur les circonstances des départs forcés (ne résultant pas d'une décision du dirigeant concerné) des dirigeants des 2500 plus grandes entreprises cotées en bourse à travers le monde.

De 2007 à 2011, les départs forcés liés à des problèmes éthiques (fraude, corruption, harcèlement sexuel, moral, maquillage des comptes) ont représenté 3,9% du total. Sur la période 2012-2016, ce chiffre est passé à 5,3%, soit une hausse de plus d'un tiers. « *D'un point de vue éthique, les dirigeants ne se comportent pas plus mal qu'auparavant. C'est juste que la barre est désormais placée plus haut* », constate un observateur spécialisé cité par les Échos. Admettons... Dans cette évolution du nombre de cas, intervient le développement de tous les instruments numériques qui permettent de relayer facilement sur les réseaux sociaux les agissements susceptibles de faire scandale. Et les grandes firmes n'aiment pas les scandales... Nous ne pleurerons pas sur les cas de dirigeants virés pour avoir

fait des affaires avec des criminels : le directeur général du cimentier LafargeHolcim dont la cimenterie en Syrie est soupçonnée d'avoir financé des groupes liés à Daech ; le PDG de la banque américaine Wells Fargo, visé par un scandale pour des comptes fictifs ; les dirigeants de firmes automobiles qui ont dû partir après la révélation de fraudes sur les moteurs... Mais n'est-ce pas l'arbre qui cache la forêt ? C'est en permanence – et avec l'accord de leur conseil d'administration – que les dirigeants des grandes entreprises ont des comportements qui seraient jugés délictueux dans un monde normal, au détriment des salariéEs, de l'environnement et des populations en général. Et que dire de PwC lui-même ? En 2015, suite à des révélations sur ses manigances au Luxembourg, une commission parlementaire britannique a mené une enquête et accusé PwC d'avoir mis en place « *rien de moins que la promotion de l'évasion fiscale à échelle industrielle* » ! Aucun dirigeant de PwC n'a été écarté, mais c'est le lanceur d'alerte Antoine Deltour qui a été traîné devant la justice !

MIGRANT-E-S La chasse continue, la criminalisation des soutiens aussi !

Nul doute que « notre » nouveau président aura su éclairer son interlocutrice sur les traitements harmonieux pratiqués en France à l'encontre des migrantEs et du mouvement de solidarité !

À la frontière italienne, le cauchemar !

Dans un post publié il y a quelques jours sur les réseaux sociaux, Cédric Herrou, militant antiraciste sans frontières de la vallée de la Roya, condamné pour ses actions de soutien, et récidiviste revendiqué, sonne une nouvelle fois l'alarme sur la situation des migrantEs.

Dans sa fuite en avant à vouloir rendre impossible l'accès en France aux migrantEs, l'État a dépêché sur place toute la panoplie des forces de répression dont il dispose : armée, gendarmerie, garde républicaine mobile, police de l'air et des frontières et douane. Les habitantEs sont systématiquement contrôlés, et les flics se livrent à une véritable chasse contre les Africains. Des soldats de la « force sentinelle » se sont récemment livrés à un tabassage en règle de deux jeunes Soudanais contrôlés sur la voie de chemin de fer reliant Vintimille à Menton.

Pour sa première visite européenne, Manuel Macron s'est rendu en Allemagne pour y rencontrer Angela Merkel. Un des thèmes abordés pour ce premier échange officiel ? « L'harmonisation du droit d'asile ».



À Nice ce mardi 16 mai, des soutiens bien présents ! DR

Face à cette répression, le soutien actif ou la bienveillance de la population ne faiblissent pas, hormis quelques inévitables collabos, tel ce médecin refusant de prodiguer des soins à des réfugiés et les dénonçant même à la gendarmerie...

La solidarité à nouveau devant la « justice »

Mardi 16 mai s'est ouvert à Nice un nouveau procès de la solidarité.

Quatre personnes sont jugées pour « aide au séjour et à la circulation de personnes en situation irrégulière », en l'occurrence six migrantEs dont deux mineurs.

Le réseau RESF qui soutient les accusés dénonce fort justement la façon dont sont traités les mineurs isolés. Certains d'entre eux, interpellés à Nice, ont été reconduits à la frontière alors qu'ils avaient été placés en foyer, en infraction aux procédures

en vigueur. Les mineurs placés dans les foyers de l'ASE (Aide sociale à l'enfance, sic !) ne sont pas scolarisés et ne sont pas aidés pour rédiger leur demande d'asile !

Le NPA apporte toute sa solidarité et son soutien aux inculpés de Nice ou d'ailleurs, victimes d'un acharnement politique et judiciaire permanent. Rappelons qu'en 2012, après l'accession de Hollande à la présidence, le nouveau ministre de l'Intérieur Manuel Valls avait promis, sous pression des associations et des collectifs de sans-papiers, qu'il mettrait fin au « délit de solidarité »... Comme le disait cyniquement Charles Pasqua, « *les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent* »...

Les gouvernements se suivent, et la politique anti-migrantEs se durcit chaque fois un peu plus.

Et pendant ce temps...

La mer Méditerranée continue à charrier les corps des réfugiés. Dans un bouleversant texte « *Pêcheur d'hommes en Méditerranée* » publié dans le Monde le 11 mai dernier, l'écrivain et poète italien Erri De Luca raconte son quotidien, partagé ce printemps avec des bénévoles à bord du bateau *Prudence* affrété par Médecins sans frontières pour sauver des migrantEs en danger de mort, embarqués sur des rafiot improbables. Gageons que la lecture de ce texte n'était pas au programme du dîner officiel de Berlin lundi dernier...

Alain Pojolat

Le chiffre 1/3 de moins

En 2014 (dernier chiffre disponible), les femmes de 50 à 59 ans touchaient des allocations chômage inférieures d'environ 33% à celles des hommes du même âge, cet écart allant jusqu'à 44% pour celles âgées de 60 ans ou plus. Les inégalités de salaires et le travail à temps partiel réduisent les allocations chômage des femmes...



Agenda

Samedi 20 mai, fête du NPA 31, Toulouse. Avec Olivier Besancenot, à partir de 12 h, salle San Subra, 2, rue San-Subra. Plus d'infos : <http://www.npa31.org/?Fete-Anticapitaliste-2017>

Samedi 20 mai, fête du NPA 32, Auch. Avec Philippe Poutou et Christine Poupin, à partir de 14 h, sous la halle Verdier. Plus d'infos : <https://npa2009.org/evenement/auch-fete-du-npa-32>

Dimanche 21 mai, mobilisation contre un GPII, Villepinte. Plantations et manifestation contre l'urbanisation des terres agricoles du Triangle de Gonesse par le groupe Auchan. Rendez-vous à 10 h à la gare « Parc des expositions » (ligne B du RER). Plus d'infos sur www.nonaeuropacity.com

Vendredi 2 juin, rencontres de La Brèche, Paris. Les balles du 14 juillet 1953, le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris (La découverte, 2017), avec l'auteur Daniel Kupferstein, à partir de 18 h 30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

NO COMMENT

De manière immodeste, je pense qu'on a besoin de moi.

MANUEL VALLS, dans une interview au JDD dimanche 13 mai

basculement climatique provoqué par un système économique basé sur l'exploitation et l'utilisation à outrance des énergies fossiles, des ressources du sol et du sous-sol et qui produit une augmentation problématique des gaz à effet de serre.

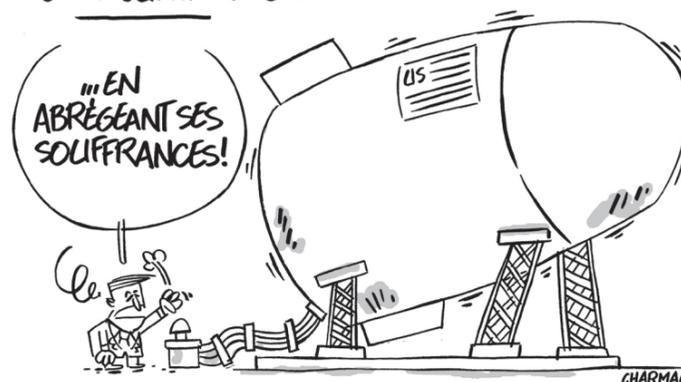
De Trump à Macron, droit dans le mur

Trump prévoyait de « mettre fin à la guerre contre le charbon » et de relancer le pipeline Keystone XL, met en service l'oléoduc du Dakota du Nord et autorise les forages en mer ouvrant la voie à l'exploitation de l'Arctique... À la Maison Blanche, le débat oppose les tenants de la sortie de l'accord de Paris à ceux qui veulent profiter de la manne économique que représentent les énergies renouvelables et les nouvelles technologies. Il y a donc de quoi être bien plus qu'inquiet. CertainEs veulent se rassurer en comptant sur Macron pour « insuffler

de l'énergie dans le processus de discussion »... alors que, fin 2015, il a accordé trois permis de recherches d'hydrocarbures et prolongé deux autres. Aujourd'hui, il promet des mesurées : renforcer les normes antipollution des véhicules neufs, augmenter la taxe carbone, fermer les centrales à charbon d'ici 5 ans, interdire l'exploitation des gaz de schiste... Rien de nouveau donc. Devant le congrès de la FNSEA, fin mars, il affirme qu'il y aura toujours deux types d'agriculture, dont une « intensive qui exporte ». Pourtant, cela n'alarme pas les écologistes compatibles avec n'importe quel gouvernement – Cohn-Bendit, Pompili, Lepage, de Rugy – qui acceptent la défense du nucléaire qualifié de « source d'énergie importante qui a un avenir en France » par le futur président...

C'est au mouvement social de conjuguer la lutte pour la justice climatique et pour la justice sociale, de

TRUMP PRÊT À FAIRE UN GESTE POUR LA PLANÈTE



discuter de comment arrêter l'extractivisme et la course au productivisme. Ensemble, nous pouvons porter la seule réponse réaliste : sortir du capitalisme pour mettre en

place les conditions d'une société écosocialiste. Ici ou ailleurs, il faut encourager et amplifier les luttes environnementales et sociales. **Commission nationale écologie**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PARTI SOCIALISTE

En marche... vers la balkanisation!

Pas un jour ne se passe depuis la déroutante du candidat Hamon à l'élection présidentielle sans que les politiciens du PS ne lavent leur linge sale en public. Valls, Hamon, Aubry, Hidalgo, Taubira, chacun à leur manière, précipitent le PS vers l'explosion.

Valls, le grand perdant de la primaire socialiste, doublé sur sa droite par Macron pour la succession de Hollande à l'Élysée, n'a plus qu'une possibilité pour ne pas disparaître des écrans-radars politiques pendant les cinq prochaines années : se faire élire député de l'Essonne ! Mais le mouvement En marche ! l'avait prévenu que s'il se présentait au nom du PS, il trouverait évidemment un candidat macronien face à lui. Pour éviter le risque de se prendre une nouvelle veste, Valls a donc annoncé le 9 mai vouloir être candidat aux législatives... pour le compte de Macron, ce qui a immédiatement entraîné une menace d'exclusion du PS par Cambadélis. Mais cette conversion intéressée a été fraîchement accueillie par l'entourage du nouveau président qui a rappelé que, comme les 17 000 prétendants à un siège à l'Assemblée dans le sillage de la victoire élyséenne, Valls devait d'abord soumettre sa candidature au comité macronien... Et il a finalement été recalé ! Mais, sans doute pour préserver l'avenir, En Marche ! ne présentera pas de candidat contre lui. Cela n'a pas empêché Valls de traiter Macron de « méchant » dans une interview au *Journal du Dimanche* le 14 mai... No comment.



Si proche, si loin ? DR

Tous ensemble... vers le chacun pour soi !

Valls n'est pas le seul à organiser sa vie d'après. Alors que le PS espère au mieux renouveler 80 sièges de députés sur les 295 détenus aujourd'hui (alors que l'institut Opinionway ne lui en accorde que 28 à 43), c'est le sauve-qui-peut général pour préserver ses chances de revenir un jour jouer dans la cour du pouvoir.

Ainsi, Hidalgo, Aubry et Taubira, accompagnées d'intellectuels et d'artistes, ont lancé le 10 mai un nouveau mouvement. Dès demain, un « mouvement d'innovation » ouvert à « tous les humanistes qui croient encore en l'action ». On ne sera pas étonnés de lire que le premier défi de notre temps est le changement climatique dont les signataires pensent que la prise en compte pourrait créer de très nombreux emplois. Le second défi est « l'inclusion », nouveau terme à la mode pour parler de lutte contre la pauvreté. Les défis trois et quatre sont la démocratie (dont les citoyens « sont la première source d'énergie ») et la défense du « vivre ensemble » à travers la culture et l'éducation. Bon, circulez, y a rien à voir, en aurait dit Coluche ! « Ça n'est pas un parti, ça n'est pas un courant », a rassuré Hidalgo, précisant : « mon travail, ma mission, mon mandat, c'est Paris, et de gagner les jeux Olympiques pour Paris 2024 ». Et sans doute sa réélection en 2020 !

Quant à Hamon, il a annoncé le même jour qu'il lancerait le 1^{er} juillet un mouvement « large, trans-partisan », afin de « reconstruire la gauche », sans pour autant quitter le Parti socialiste car « on peut appartenir au Parti communiste, aux écologistes, se reconnaître dans différentes candidatures et avoir envie de travailler ensemble ». Le retour du retour de la gauche plurielle ? Là encore, que du vieux pour tenter de faire croire qu'il y aurait quelque chose de neuf. Pourvu que les dirigeants du PS nous épargnent la suite de leurs querelles picrocholines autour de la dépouille pour l'héritage. **Marie-Hélène Duverger**

FI, PCF ET LÉGISLATIVES

Un contre tous, tous contre un !

La France Insoumise vient de lancer sa campagne législatives avec plusieurs objectifs : obtenir une majorité pour imposer une cohabitation à Macron, écraser le PS et... son ex-allié le PCF.

La France insoumise (FI) a réuni samedi 13 mai à Villejuif ses candidatEs, titulaires et suppléantEs, pour la deuxième convention nationale du mouvement consacrée au lancement de la campagne des législatives. Selon La France insoumise, plus de 88% ne sont pas élus, 63% n'ont aucune carte de parti et la moyenne d'âge est de 41 ans. Parmi ces candidatEs, nous trouvons quelques « personnalités », des syndicalistes, des militants contre le nucléaire et des sportifs... mais aussi la garde rapprochée de Mélenchon.

Une majorité insoumise ?

L'objectif de cette campagne a été clairement énoncé par Mélenchon lors d'un discours d'une heure : « Nous sommes candidats partout avec un objectif : gouverner le pays, constituer une nouvelle majorité ». Si on en croit son démarrage, la campagne de La France insoumise se concentrera sur le nouveau président. Selon Mélenchon, Macron serait leur seul « interlocuteur » car « la plupart de nos concurrents ne servent à rien ». En effet, pour Mélenchon et La France insoumise, les législatives représentent « le moment ou jamais » pour renverser la situation qui annonce, selon lui, une « violence sociale inouïe », ajoutant même de façon très paternaliste : « Il faut montrer qu'il faut que ce jeune homme soit tempéré dans ses folies par la main avisée d'un sage qui connaît de quel côté est le bonheur du peuple ». Le sage étant Mélenchon lui-même bien évidemment...



Pour défendre la future cohabitation dont il serait le Premier ministre, Mélenchon s'appuie sur une prétendue « cohabitation fructueuse », celle entre 1997 et 2002 entre Chirac et Jospin. En effet, pour Mélenchon, ce fut « un des moments les plus positifs de la vie de l'économie française » avec des créations d'emploi record dues aux 35 heures et des comptes sociaux dans le vert. C'était en effet une période faste... pour Mélenchon qui, de 2000 à 2002 fut ministre délégué à l'Enseignement professionnel dans un gouvernement qui, entre autres, privatisa plus que la droite. Et tout cela fut soldé avec l'extrême droite au second tour de la présidentielle. Chacun son bilan.

Opposition à Macron et liquidation du PS

En se positionnant comme possible « premier ministrable » dans

une improbable majorité insoumise, Mélenchon se positionne en fait, comme le leader à gauche de l'opposition à Macron. Et c'est bien pour cela qu'à la suite de la nomination d'Édouard Philippe comme Premier ministre, il a déclaré : « La droite vient d'être annexée. Le Parti socialiste a été déjà absorbé puisque ses élus et ses candidats par dizaines ont demandé l'investiture de Macron et nombre d'entre eux attendent d'être élus pour le rejoindre. Enfin, les électeurs du Front national, après que ce parti a rempli le rôle d'épouvantail qui était attendu de lui, sont abandonnés, leurs chefs ont tous déserté. Il ne reste qu'une force cohérente, unie autour d'un programme, c'est La France insoumise ».

C'est aussi pour cela qu'il se présente contre un candidat PS à Marseille, tout comme l'ensemble de sa

garde rapprochée, car désormais l'objectif n'est plus d'« affaiblir le PS » mais de « le remplacer ». Entre lui et Macron, plus rien ne doit rester après le 18 juin. Et surtout par le PS et ces « crevards » qui ont sollicité l'investiture d'En marche ! et qui « nous ont trahi pendant cinq ans »...

Du passé faisons table rase...

Mais le PS n'est pas sa seule cible : Mélenchon vise également la disparition du PCF en tant que parti indépendant. Misant sur la dynamique de sa campagne présidentielle, il entend imposer à tous les candidats investis par La France insoumise de signer une charte dans laquelle ils s'engagent à dépendre de son association de financement et à accepter une discipline de vote dans le futur groupe parlementaire. Au niveau national, le PCF a refusé ces conditions qui équivaldraient sans aucun doute à un suicide organisationnel... Mais certains dirigeants du PCF sont individuellement prêts à l'accepter, comme c'est le cas de Stéphane Peu, candidat dans la 2^e circonscription de Seine-Saint-Denis, ou de Robert Injey, candidat dans la 1^{re} circonscription des Alpes-Maritimes.

À la veille de la fin du dépôt des candidatures, les négociations ayant échoué, le PCF et La France insoumise présenteront des candidats concurrents dans la plupart des circonscriptions. Les uns et les autres se renvoient la responsabilité de la division qui risque de priver le PCF de ses derniers députés et La France insoumise du groupe parlementaire espéré. L'unité n'est plus un combat, c'est une véritable guerre !

Sandra Demarcq

FRONT NATIONAL

Les couteaux sont de sortie ?

Les mouchoirs sont de sortie au FN pour pleurer le départ de « Marion »... Mais personne ne lui en veut : elle se consacrera à sa famille, sa « petite nation » et compte découvrir enfin le vrai monde de l'entreprise privée. Travail, famille... difficile de lui reprocher quelque chose...



Marion Maréchal-Le Pen, un nouveau départ ? DR

FN, et le changement de nom dans la logique d'ouverture commencée par l'accord avec Dupont-Aignan. Le principe de l'alliance ne fait donc pas débat, mais avec qui et sur quel programme... ça reste plus flou.

Quelle recomposition ?

Déjà, Philippot « menace » de démissionner en cas d'abandon de la sortie de l'euro. Nicolas Bay, directeur de la campagne des législatives et fort présent sur les médias nationaux, renvoie la discussion après les élections. Selon lui, « le patriotisme économique

et l'allègement des charges qui pèsent sur les entreprises » sont plus urgents que les questions monétaires...

De quoi rassurer les alliés du Rassemblement Bleu Marine (RBM) comme Collard et Ménard. C'est aussi la vision du SIEL (Souveraineté, identité et libertés), qui avait quitté le RBM, mécontent du poids du « néo-chevènementiste » de Philippot. Depuis, il n'a cessé de se présenter comme « l'épicentre de la recomposition de cette nouvelle droite » qui fait de la bataille identitaire un point central. Pour Mégret,

le « positionnement à droite aurait facilité l'arrivée de nouveaux électeurs en provenance des Républicains où se trouvait le principal réservoir de voix ». Petit problème : pas mal comptaient sur la figure de Marion Maréchal-Le Pen pour rassembler ce petit monde issu de La manif pour tous, le PCD de Boutin et Poisson, le versaillais Bouglé, Beigbeder, Vanneste, etc. Autre souci : combien cela pèse-t-il vraiment en nombre de voix ?

Même chez Soral, l'alliance avec Dupont-Aignan a été vue comme « une dynamique d'espoir », cassée faute d'avoir « appliqué la "droite des valeurs" et la "gauche du travail" qui permettrait d'aller chercher les électeurs de Fillon comme ceux de Mélenchon ». Déjà en février, Soral fanfaronnait à propos des 10% qui pouvaient manquer dans la stratégie électorale du FN : « Celui qui les a, c'est moi, c'est Égalité et réconciliation, aller chercher les musulmans patriotes, ne pas jouer le jeu de la guerre civile ».

Bref, tous ces petits chefs qui gravitent autour et dans le FN pensent être le centre de gravité de sa recomposition. La bataille des ego a commencé.

Commission nationale antifasciste

Dans le cadre de la République islamique d'Iran, les « élections » présidentielles ont deux fonctions majeures. La première est de mettre en scène le prétendu soutien de la population aux institutions de la mollaharchie. Et de ce point de vue, l'ensemble des courants du régime et leurs candidats y trouvent un intérêt commun. De ce fait et à n'en pas douter, le pouvoir annoncera une forte participation. La seconde est de donner l'idée d'un arbitrage démocratique entre les différentes sensibilités qui se partagent le pouvoir et la rente pétrolière depuis 1979, et ce en fonction des équilibres internes.

Le gagnant de « l'élection » présidentielle est avant tout désigné par le Guide et la direction des Gardiens de la Révolution. D'ailleurs, les candidats sont triés sur le volet et beaucoup sont éliminés par le Conseil des Gardiens de la Constitution. Ainsi, 1636 candidats, dont 137 femmes, ont été rejetés par le Conseil. Chose qui pourrait paraître surprenante, l'ancien président de la République Mahmoud Ahmadinejad a été interdit de concourir par le Conseil des Gardiens de la Constitution. Or, la République islamique d'Iran est sans doute un des seuls régimes au monde qui a estimé que ses anciens présidents n'ont pas les qualifications religieuses et morales suffisantes pour pouvoir prétendre une nouvelle fois aux fonctions présidentielles...

Candidats : peu de réelles divergences

Au final, six candidatures ont été validées : Hassan Rohani, le président sortant, Eshaq Jahangiri, premier vice-président de Hassan Rohani, Mostafa Hashemitaba, ancien ministre des Mines et de l'Industrie, Mohammad Bagher Ghalibaf, maire de Téhéran, et le religieux Ebrahim Raïssi, gardien du mausolée de l'imam Reza et de ce fait directeur d'une des plus grandes et des plus riches fondations religieuses du monde. Cette fondation, connue

IRAN Pour les peuples, rien de bon dans les urnes...

Les Iraniens sont appelés à voter ce 19 mai pour élire le futur président de la République islamique. Au cas où aucun candidat ne pourrait obtenir plus de 50 % des suffrages, un second tour aura lieu le 26 mai.



Rohani et Raïssi, semblable en tous points... DR

sous le nom de Astan Ghods Razavi, détient environ 20 milliards d'euros d'actifs. Il est également l'ancien procureur général de la République islamique et responsable des exécutions de milliers d'opposants en 1988. Il est toujours procureur spécial du tribunal du clergé, chargé de juger les délits des religieux. Peu connu du grand public, sa candidature vise à préparer la succession du Guide Khameneï âgé de 78 ans. Parmi les candidats, le président sortant Rohani et Raïssi font figure de favoris. Rohani a négocié l'accord sur le programme nucléaire et a obtenu une levée partielle des sanctions internationales. Il a promis tout au long de son mandat une amélioration de la situation économique et sociale qui n'est pas venue pour l'immense majorité de la population. La campagne électorale a donné lieu à des « débats » télévisés où les candidats n'ont pas tari en invectives les uns envers les autres. Les

accusations de corruption ont été particulièrement violentes, et les candidats n'ont pas hésité à brandir des preuves de la corruption de leurs adversaires et de leurs proches. Il faut dire que la caractéristique la mieux partagée au sein du pouvoir est bien celle de la corruption et du détournement des richesses du pays. Les divergences réelles sont très faibles. À tel point que le candidat Ghalibaf vient de se retirer de la course au profit de Raïssi. De son côté, Rohani devrait bénéficier du retrait de son premier vice-président Eshaq Jahangiri...

Appel au boycott

Les peuples d'Iran ne se font guère d'illusions. Ils n'attendent rien de cette farce électorale. Les revendications sociales et démocratiques nombreuses ne trouvent d'autres réponses que celle de la répression la plus violente, et ce quel que soit le clan qui remportera ce scrutin.

Ainsi, durant le mandat de Rohani, près de 3500 personnes ont été exécutées par le régime dictatorial des mollahs. Rohani – que l'on présente comme un « modéré » – fait réprimer régulièrement les mobilisations sociales. De nombreux syndicalistes croupissent dans les prisons de la République islamique, souvent condamnés à de lourdes peines pour avoir mené des grèves ou lutté pour que les salaires soient payés. Les minorités nationales, notamment les Kurdes, sont régulièrement réprimées par les Gardiens de la Révolution qui entretiennent des rapports de coopération avec la Turquie d'Erdoğan. Quant à la politique étrangère et régionale de la République islamique, elle est aux mains du Guide et des Gardiens de la Révolution. Les forces d'opposition en exil appellent au boycott de ce scrutin, à juste titre car les peuples d'Iran et ceux de la région n'ont rien à y gagner. **Babak Kia**

CORÉE DU SUD Moon Jae-in et le consensus anti-autoritaire

La droite dure a subi une sévère défaite aux élections du 9 mai. Donald Trump aussi.

Moon Jae-in a emporté la présidentielle coréenne avec une marge très confortable face à son principal rival, le conservateur Hong Joon-pyo : 41 % contre 24 % (et plus de 21 % au centriste Ahn Cheol-soo). Cependant, il n'a pas les mains libres : le Parti démocratique (centre gauche) qu'il représente ne compte aujourd'hui que 119 députés, sur 299, à l'Assemblée nationale.

L'élection anticipée fait suite à l'immense levée citoyenne qui a mobilisé des millions de personnes pour obtenir la destitution de l'ancienne présidente Park Geun-hye pour cause de scandales et corruption. Elle s'est donc faite en priorité sur des enjeux « internes » : rupture avec la tradition autoritaire héritée de la période de dictature (incarquée par Park), réforme des conglomerats industriels familiaux (les chaebols) qui contrôlent l'économie...



Le nouveau président sud-coréen, une défaite pour Trump. DR

Le climat de tension guerrière entretenu par le « duel » théâtral entre Donald Trump pour les États-Unis et Kim Jong-un pour la Corée du Nord n'a pas influé sur l'élection, et c'est déjà un camouflet pour Trump. L'opinion sud-coréenne est largement en faveur d'une reprise du dialogue avec le Nord et s'oppose à toute « solution militaire ». Le nouveau président s'en fait l'écho et met en cause les conditions dans lesquelles le « bouclier » antimissiles Thaad a été précipitamment déployé en Corée du Sud (28 000 soldats US sont basés dans le pays).

Un tournant

L'élection de Moon Jae-in représente assez bien le consensus anti-autoritaire moyen des mobilisations citoyennes connues sous le nom de Mouvement des bougies : âgé de 64 ans, avocat ayant défendu les droits humains, plusieurs fois incarcéré pour ses engagements... L'extraordinaire levée citoyenne de 2016-2017 va-t-elle néanmoins trouver des prolongements plus radicaux ? L'écho de la campagne électorale progressiste menée par Shim Sang-jeong du Parti de la Justice,

a été favorable, bien qu'elle n'ait obtenu au final que 6 % des voix, un résultat jugé un peu décevant. Une petite formation « pro-Nord », l'UPP, a aussi présenté un candidat. Il n'y avait cependant pas de candidature « ouvrière » initiée par les syndicats, et la gauche radicale est restée cantonnée à la marge. La centrale syndicale KCTU a soutenu le Parti de la Justice et l'UPP à l'occasion des élections. Elle cherche maintenant à remettre en avant la question sociale (à commencer par le niveau du salaire minimum) et la reconnaissance effective des droits syndicaux dans les entreprises. Le mouvement ouvrier combatif a en effet été ces dernières années violemment réprimé, bon nombre de cadres étant jeté en prison. Des formations politiques de gauche ont par ailleurs été dissoutes pour « intelligence avec le Nord »...

Après dix années d'un régime conservateur très réactionnaire, l'élection du 9 mai représente sur le plan politique un nouveau point tournant en Corée du Sud. Sur le plan régional, malgré le nouveau tir de missile nord-coréen et l'escalade des pressions US, Moon Jae-in va renouer avec la politique de dialogue envers le Nord mise en œuvre par ses prédécesseurs en 1998-2008. La gauche radicale peut bénéficier de cette conjoncture pour se reconstruire et le mouvement syndical combatif pour reprendre l'initiative et se réorganiser. **Pierre Rousset**

AFGHANISTAN

La guerre génère la guerre...

La mission de l'Otan en Afghanistan, Resolute Support, 13 450 soldats dont 8 400 membres de l'armée américaine, est officiellement terminée depuis fin 2014, et Barack Obama devait retirer les dernières troupes début 2017. Rien n'a été fait et l'Afghanistan est enlisé dans un chaos meurtrier.

Le gouvernement de Kaboul contrôle tout au plus 60 % du pays, le reste étant sous la coupe des talibans qui se heurtent aujourd'hui à la concurrence armée de Daech. L'année 2016 a été la plus meurtrière depuis le début de la guerre en 2001, il y a 16 ans, y compris dans la capitale. La corruption règne en maître. Seule réponse de l'Otan et du Pentagone, envoyer « quelques milliers » de militaires supplémentaires pour selon son secrétaire général, Jens Stoltenberg, « une mission de formation, d'assistance et de conseils, parce que j'ai la ferme conviction que la meilleure réponse que nous pouvons apporter au terrorisme, la meilleure arme que nous avons contre le terrorisme, c'est de former les forces locales contre le terrorisme ». Même baratin pour justifier la poursuite de l'occupation et de la guerre... qui engendre le terrorisme.

Les conseillers militaires de Trump appuient ce nouvel engagement militaire, qui sera formellement décidé lors du sommet de l'Otan le 25 mai et ne serait qu'une première étape dans un investissement militaire plus important, pour tenter de reprendre la main sur le pays qu'ils voudraient stabiliser pour en faire une base militaire, ce que Obama n'a pas réussi.



Ashraf Ghani et Gulbuddin Hekmatyar. DR

Contre Daech... s'appuyer sur les talibans !

Mi-avril, le largage sur un site jihadiste de la bombe non nucléaire la plus puissante que les USA aient jamais utilisée était un brutal signe annonciateur de cette offensive militaire. Le Pentagone prétend en finir avec Daech en Afghanistan dans les prochains mois pour empêcher que ce dernier ne devienne un « repaire des terroristes internationaux ». Même si ce bluff d'état-major réussissait, éliminer Daech « serait comme gagner une bataille, alors que nous perdons la guerre, ce qui est à la base ce que nous faisons en Afghanistan depuis le début de notre présence ici », selon les propos d'un officier. Éliminer Daech ne pourra se faire qu'en renforçant les talibans, en négociant avec eux, une constante de la politique du pouvoir mis en place par les Américains. Ainsi celui que l'on surnomme « le boucher de Kaboul » (il bombardait la ville sans merci entre 1992 et 1996), Gulbuddin Hekmatyar, le chef du Hezb-e-Islami (le parti islamiste), vient de rallier le pouvoir, revenu à Kaboul escorté par un convoi de près de 200 véhicules bardés de mitrailleuses, et par plusieurs hélicoptères. Ce seigneur de guerre a été reçu par le président Ashraf Ghani, l'homme des Américains, qui espère ainsi une reprise des discussions avec les talibans. Des manœuvres et tractations compléments de la guerre qui s'entretiennent mutuellement contre la population et toute possibilité de retrouver le chemin de la paix. L'Afghanistan, qui n'a jamais connu la paix depuis 40 ans, occupé par les troupes de l'Otan depuis 16 ans (jusqu'à 150 000 hommes en provenance de 50 pays en 2011), voit s'engager une nouvelle escalade militaire que chacun sait sans issue. Des milliards de dollars sont engloutis dans une guerre sans fin qui perpétue les drames que subit la population, accentue la déstabilisation de la région au risque de l'extension de la guerre... **Yvan Lemaitre**

La représentation politique de la bourgeoisie est entrée en crise profonde avec l'écartèlement du parti post-gaulliste, Les Républicains, entre le Front national et le néo-centriste Macron. À l'opposé, la représentation politique des travailleurEs est elle-même en pleine décomposition, avec l'aspiration par En marche! sur son flanc droit, l'écroulement du PS au milieu, les dérives populiste et souverainiste de l'homme providentiel Mélenchon et l'irrésistible chute du PCF... Crise économique, politique, écologique se sont conjuguées pour mettre à bas plus de 50 ans de traditions politiques institutionnelles. Cela laisse un vaste champ libre à la montée de l'extrémisme réactionnaire et raciste porté par le Front national, porté électoralement à un niveau inégalé.

Cette crise perturbe les institutions elles-mêmes avec la mise en cause de la « mère » de toutes les élections, l'élection présidentielle, avec un président mal élu, aujourd'hui placé devant l'incertitude des résultats des élections législatives.

Mais fort de ce qui reste une 5^e République assurément toujours moins démocratique à l'ère de l'état d'urgence, la bourgeoisie espère toutefois pouvoir imposer de nouveaux et profonds reculs aux oppriméEs. Elle compte sur le poids du chômage de masse, le désarroi résultant des espoirs déçus par la « gauche », l'accumulation des défaites, l'affaiblissement des représentations des salariéEs et des résistances organisées par les directions syndicales, pour imposer son programme de régression sociale.

Les nombreuses luttes locales, le mouvement contre la loi travail, montrent l'existence d'un potentiel de révolte et de combativité, et en même temps la difficulté à passer à un stade suffisant pour mettre en échec les projets de la bourgeoisie.

C'est pourquoi, plus que jamais, l'urgence est à construire les résistances capables de mettre un point d'arrêt aux reculs sociaux, de redonner confiance aux travailleurEs à la fois dans cette urgence à défendre leurs intérêts immédiats et leur capacité à construire une société débarrassée de la loi du profit et des parasites qui en vivent.

Des questions, des débats qui traversent non seulement le mouvement ouvrier organisé mais plus largement, les rangs de toutes celles et ceux qui, au-delà des (non) choix électoraux, veulent reprendre rapidement ce combat, dans la foulée de la mobilisation contre la loi travail.

Pour entamer cette réflexion, ouvrir des perspectives, nous avons interrogé quatre militantEs syndicaux pleinement engagés dans ces débats, dans cette construction :

Alice, technicienne dans une entreprise de la métallurgie à Grenoble et militante CGT, **Isabelle**, salariée dans une clinique privée à Bordeaux et militante CGT, **Laurent**, animateur de SUD commerce en région parisienne et **Mathieu**, salarié d'Air France à Roissy et militant de SUD.

Robert Pelletier



C'est dans les luttes que ça se passera !

QUEL EST L'ÉTAT D'ESPRIT DES SALARIÉ-E-S AUTOUR DE VOUS ?

Isabelle : Si certains ont utilisé le vote Macron au deuxième tour par crainte de Le Pen, d'autres ne se sont même pas déplacés ou ont mis un bulletin Poutou, Mélenchon ou blanc dans l'urne. Les 11 millions de voix de Le Pen suscitent beaucoup d'inquiétudes. Comment faire alors que les partis habituels sont discrédités ? Comment croire ceux qui se servent dans les caisses de l'État et ne se gênent pas pour nous demander de nous serrer la ceinture. Il n'y aurait pas assez de moyens pour la santé, un secteur où les conditions de travail se dégradent et poussent certains de nos collègues au burn-out, voire au suicide.

Les récentes luttes dans la santé (comme à la clinique de Tarbes), dans le secteur social ou dans les maisons de retraite, montrent la colère des collègues de ce secteur à 85% constitué de femmes. Le sentiment de ne plus pouvoir soigner correctement les patientEs, les personnes âgées, alors que les profits explosent, révolte bien des collègues. Avec Macron, qui annonce déjà des baisses de cotisations sociales, beaucoup sont conscients que la situation ne pourra qu'empirer.

Mathieu : Côté Air France, la séquence sociale a été assez riche : grève importante le 5 octobre 2015 contre les licenciements (et deux patrons torse nu...), grève des pilotes puis des hôtesses à l'été suivant, mobilisation massive de l'industriel en décembre contre la filialisation, nouvelle grève des hôtesses début 2017... Si ces mouvements ont globalement fait reculer la direction, les mesures antisociales continuent.

Les licenciements ont été évités, mais il y a eu des suppressions de postes en payaille. Les attaques

continuent frontalement contre les hôtesses et stewards, et de façon plus diffuse pour les personnels au sol. Le dernier projet de la direction, la création d'une filiale low cost long courrier, qui fait maintenant l'unanimité syndicale contre lui, est pour le moment bloqué par les pilotes. Une intersyndicale large tient bon, mais on assiste à une forme d'attentisme chez les salariéEs. Le réveil pourrait venir avec l'annonce concrète de la création de la filiale.

Alice : Je dirais que les gens sont désabusés, un peu blasés... Ils n'ont globalement pas d'illusions et ne font aucune confiance aux dirigeants du pays pour améliorer leur situation. En même temps, ils ne voient pas comment faire autrement. Ni dans la boîte ni à l'extérieur.

CertainEs sont scandalisés par les affaires et révoltés par l'islamophobie, la répression des manifs, ou même par la « gestion » des salariéEs dans la boîte... Mais ça ne se concrétise pas en termes

été aussi forte dans la boîte, et bien sûr la défaite contre la loi travail qui s'ajoute à celle sur les retraites, etc.

Pourtant, nous avons connu des petites victoires locales grâce à la mobilisation. Les deux fois, il y a eu un déclin parce qu'il est apparu possible de gagner. Alors les salariéEs se sont mobilisés. C'est fou parce que, en tant que syndicat, tu as l'impression d'essayer de mobiliser une fois, deux fois, dix fois... et puis à un moment, tu ne sais pas pourquoi, ça part !

Laurent : Ils se sont massivement exprimés pour Mélenchon, donc ils sont forcément déçus, mais Macron, ils connaissent, ils subissent déjà sa politique à travers la loi qui porte son nom ! Il n'y aura pas de répit de part et d'autre car sa feuille de route est claire, contrairement à celle de Hollande, à savoir l'intensification des mesures prises par ce dernier en dépit des résistances et même si il en a finalement payé le prix fort en ne pouvant concourir à sa propre succession. Fait remarquable, les mobilisations, et pas uniquement défensives, n'ont pas marqué le pas en dépit de la période électorale, que ce soit celles de travailleurs ubérisés, de salariéEs de l'habillement confrontés aux restructurations massives dans ce secteur ou dans la restauration rapide.

On a aussi une hausse des adhésions mais également des demandes d'assistance, l'avère et le revers de l'application de la loi travail. Et les résistances des travailleurs de chez Whirlpool ou GM&S ne laissent pas indifférents, d'autant que notre structure, de taille moyenne, est confrontée à moins de trois PSE simultanément (CMG, KFC et Vélip').

DES MILITANTSSYNDICAUX RÉUNIS POUR PARLER DE LA SITUATION SOCIALE ET DE SES PERSPECTIVES...

COMMENT ÇA LES MENOÏTES VOUS EMPÊCHENT DE PRENDRE DES NOTES ?



Dans le secteur aérien plus largement, on sent un frémissement du côté des luttes. Des mouvements de grève boîte par boîte, souvent assez suivis, dans les différents secteurs : compagnies aériennes, sous-traitance aéroportuaire, sécurité, etc. Les revendications portent essentiellement sur l'emploi et les rémunérations.

d'engagement syndical ou politique. Ils n'en voient pas l'utilité. Il y a plein de choses qui pèsent : la précarité (presque 1/3 des salariéEs qui font la production sont intérimaires ou en CDD), les augmentations minables voire inexistantes des dernières années qui font trouver correct un + 2% alors que l'activité n'a jamais

OÙ EN SONT LES DÉBATS AU SEIN DES ORGANISATIONS SYNDICALES ?

Mathieu : La séquence présidentielle a fait causer les salariéEs, mais ce sont surtout « les affaires » qui ont tenu le devant de la scène électorale, entraînant un rejet du politique. On sent une colère sourde et pas d'adhésion avec les projets patronaux ou leur représentation politique. Dans les syndicats, le positionnement au deuxième tour a fait débat, une majorité de syndicalistes refusant le vote Macron au profit de l'abstention ou du vote blanc. Mais chez certains salariéEs, on a pu voir un discours raciste, anti-immigrés voire frontiste, se libérer. Cela repose plus fortement que jamais la question de la lutte anti-raciste et contre l'extrême droite dans les entreprises. Le monde de l'aérien est racisé, avec une forte majorité de blancs chez les donneurs d'ordre (Air France notamment) et de non-blancs dans la sous-traitance... Les espaces interprofessionnels comme SUD Aérien permettent les échanges entre les différents secteurs, entre les salariéEs dans leurs diversités. Mais ces espaces sont trop petits et trop faibles. On s'interroge également sur la prochaine séquence politique avec l'élection de Macron, sur les mauvais coups qui nous attendent. Il faut voir quelles seront

vraiment ces attaques. L'augmentation du salaire net par la baisse des cotisations sociales pourrait être pris comme une fausse bonne nouvelle chez des collègues qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois. La précarité rentre dans les grandes entreprises comme Air France (CDD, intérim, de plus en plus de sous-traitance...) et ne peut que s'accroître sous le quinquennat Macron. Mais là encore, les solidarités manquent souvent. On arrive à mobiliser pour la sauvegarde de l'emploi au sein d'une entreprise mais peu sur le statut des collègues précaires.

Alice : Parmi les militantEs syndicaux, il y a une conscience très forte de l'urgence et de la nécessité de changer la situation, de mobiliser les salariéEs. Pour contrecarrer les projets ultralibéraux qui ne vont pas manquer dans la foulée de la loi travail, mais aussi pour endiguer la progression de l'extrême droite. Les questions qui sont en discussion, c'est : comment faire sortir les gens ? Sur quel sujet sont-ils susceptibles de bouger ? Que devons-nous faire en tant que militantEs pour mettre le feu aux poudres ? Par ailleurs, on est aussi débordés par le boulot

syndical quotidien : conditions de travail, accompagnement individuel des salariéEs, attaques contre la convention collective, NAO, solidarité internationale... On distribue des tracts toutes les semaines en essayant de faire des liens...

En ce moment, on est pas mal mobilisés sur les questions d'égalité femmes-hommes. On a une procédure en cours pour faire reconnaître la discrimination subie et s'en servir d'exemple pour mobiliser les salariéEs contre les inégalités de salaire et de carrière. On a été confronté à des cas de harcèlement et de violences sexistes. Du coup, on essaye d'avancer sur ce sujet, mais c'est difficile et les moyens pour agir sont faibles. Mais dans tous les cas, c'est un sujet de discussion important dans le syndicat.

Laurent : À la suite de l'invitation de Solidaires aux autres centrales qui, à ce stade, n'a rien donné, nous avons écrit aux autres fédérations qui se sont opposées peu ou prou à la loi travail, mais c'est l'attentisme qui prévaut. C'est pourquoi nous sommes pleinement investis, depuis février 2017, dans la préparation du Premier tour social et



Dans la manif du 1^{er} Mai dernier à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

désormais dans la construction du Front social. Pour Einstein, « la folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent »... Alors attendre les attaques qui nous pendent au nez pour réagir, non merci ! Après avoir échoué à s'unir à la présidentielle, on voit bien que la gauche prend le même chemin pour les législatives... Alors l'urgence, c'est bien celle d'unir notre camp social dans un tel cadre, en travaillant à son élargissement et à son développement au plan local. Après deux manifestations réussies, le rassemblement prévu le 19 juin prochain devant l'Assemblée nationale, Assemblée qui devrait trancher cet été sur les ordonnances concoctées par

Macron, sera un nouveau pas en ce sens. Les passerelles établies entre équipes syndicales de lutte l'an dernier « grâce » à la mobilisation contre la loi El Khomri, entre jeunes et militantEs aguerris unis par la même expérience de la répression, le tout servi par une communication réactive, ne sont pas étrangères à la réussite de ce processus.

Isabelle : Les discussions ont été vives. Quoi faire ? Comment faire barrage à Le Pen ? Pour beaucoup de camarades de la CGT, qui ont voté Poutou ou Mélenchon au premier tour, pas question de se servir du bulletin Macron au deuxième tour. Lui, qui sous le gouvernement Hollande a été responsable de la loi Macron, de

la loi travail contre laquelle nous avons manifesté pendant des mois... Certaines de nos camarades en grève dans les cliniques ont dû faire face à des violences policières et à des convocations judiciaires alors qu'elles ne défendaient que leurs droits !

Dans la CGT santé privée, à l'union locale CGT Bordeaux-Nord ou à la commission exécutive de l'union départementale 33, des camarades, qui en 2002 avaient voté Chirac, n'ont pu le faire cette fois-ci, convaincus de s'être fait avoir à l'époque, et que Macron sera l'assurance de voir Le Pen au pouvoir dans cinq ans. Une rupture !

S'ouvrent du coup des discussions sur comment organiser un rapport de forces et préparer la suite, la riposte. La meilleure façon de faire barrage à Le Pen étant d'être à la hauteur de la révolte des salariéEs, jeunes et moins jeunes, qui ne supportent plus le monde dans lequel on vit. L'appel de Philippe Poutou dès le soir du premier tour à préparer la suite sur le terrain des luttes a été bien perçu par nos camarades qui ont vu la différence avec Mélenchon plus préoccupé par son sort que de donner des perspectives... si ce n'est sur le terrain électoral.

QUELLES INITIATIVES PERMETTRAIENT, SELON VOUS, D'ENGAGER LES MOBILISATIONS CONTRE LES « PROJETS MACRON » ?

Alice : À mon sens, il nous manque une (maximum deux) revendication unifiante sur laquelle on tenterait de construire une mobilisation. Il me semble que les militantEs, les salariéEs, attendent d'une certaine façon un truc qui « vaille le coup » de se battre. Je ne sais pas si les gens se remobiliseront massivement « contre » les prochains projets. À Grenoble, on a fait des grosses manifs, des actions de blocage... mais on n'a pas vraiment réussi à construire la grève ni en 2010 sur les retraites ni contre la loi travail l'an dernier. Quand on s'est battu dans la boîte, c'était « pour » une augmentation ou « pour » une prime, pas contre la réorganisation du travail ou contre le licenciement des salariéEs handicapés. Pourtant il aurait fallu et on a essayé ! Moi, je crois que la réduction du temps de travail pourrait mobiliser. Il faudrait une campagne syndicale CGT-FSU-Solidaires appuyée par les organisations politiques, qui dure dans le temps, qui impose cette idée comme solution à la fois au chômage et à la pénibilité. C'est une revendication pour toutes et tous, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, qui concerne les CDI mais aussi les CDD, les intérimaires, les jeunes en formation. C'est une revendication qui porterait aussi l'espoir d'une autre vie, qu'on ne perdrait pas à la gagner. Un truc qui en vaut vraiment la peine !

Laurent : Un mouvement de fond traverse la société depuis plusieurs années dont on veut nous

faire croire qu'il trouverait son aboutissement avec En Marche ! Soit le recyclage des débris et des orientations politiques des trente dernières années, avec une surreprésentation des patrons, des cadres et des professions libérales... Il s'exprime à travers la persistance de l'occupation de Notre-Dame-des-Landes et le développement d'autres luttes contre les GPII, celles dans les quartiers populaires et en soutien aux migrantEs qui ont convergé dans la Marche pour la dignité du 19 mars dernier, ou la question du renouvellement démocratique soulevée par Nuit debout.

La politique du gouvernement Macron I, dont la nomination d'un Premier ministre de droite ne présage rien de bon, peut tenir lieu de catalyseur et pousser à l'unification de tous ces fronts de lutte pour passer de la résistance à l'offensive, déboucher sur de réelles alternatives pas seulement en paroles mais en actes, et aboutir à une représentation politique des opprimés qui soit porteuse d'un projet radical de transformation de ce monde capitaliste (dont la conscience qu'il nous mène à la catastrophe progresse davantage jour après jour).

Isabelle : Les camarades les plus combatifs disent qu'il faut un « tous ensemble », au moins décider d'une grève le même jour, dans le même groupe de santé par exemple. Évidemment, la brutalité des directions des cliniques vaccine très vite sur la possibilité d'obtenir quoi que ce soit de conséquent pour les



Le 9 avril 2016 à Paris, lors d'une manifestation contre la loi travail. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

salariéEs en dehors de tout rapport de forces.

La période qui vient de s'écouler, le mouvement contre la loi travail et la campagne électorale, a permis à de nombreux collègues et militants de reprendre confiance : d'abord en profitant du mouvement contre la loi travail pour poser leurs propres revendications, mais aussi grâce à la campagne du NPA et de l'audace en tant qu'ouvrier de Philippe Poutou d'oser interpellé des politiciens « voleurs » comme Fillon et Le Pen... Une audace qui a redonné beaucoup de fierté à nos collègues de travail et camarades de la CGT !

Les dernières déclarations de Martinez, disant qu'il faudrait redéfinir le cadre du dialogue social alors même que Macron veut procéder dès cet été par ordonnances pour poursuivre la casse du code du travail, montre bien son refus de s'engager dans la lutte dès maintenant. Mais des militantEs autour de nous sont conscients qu'il faut poursuivre la construction d'un courant lutte de classe dans la CGT, faisant des luttes concrètes la préoccupation de touTEs et ayant pour objectif de les faire converger en partant de la situation telle qu'elle est. À nous aussi, militantEs révolutionnaires du NPA, de donner

des perspectives politiques à ces luttes, défendre partout où nous sommes, au travail, dans les syndicats où on milite, l'idée que nous, les salariéEs, qui produisons tout dans la société, sommes capables collectivement de la diriger.

Mathieu : Il n'y a pas de formule magique. On l'a vu lors du quinquennat Hollande, les lois Macron, Rebsamen, l'ANI, sont passées sans qu'il y ait de mobilisation notable. Et, alors qu'on ne s'y attendait pas, on a vécu contre la loi travail une belle mobilisation, vivante, inventive, renouvelant notre répertoire

d'action collective, même si elle n'a pas réussi à s'étendre assez massivement chez les salariéEs. Cette mobilisation a laissé des traces positives avec la création de collectifs militants, et négatives par la démobilité qu'entraîne toute défaite.

Aujourd'hui des cadres se mettent en place, notamment le Front social et Nos droits contre leurs privilèges. Il faut en faire partie, y mettre des forces, relayer les actions dans nos syndicats et vers nos collègues, contribuer à l'animation et à la réflexion, en étant conscient des limites actuelles de ces deux initiatives. Mais je crois qu'il faut surtout se poser la question de la reconstruction des collectifs à la base. Syndicalistes comme salariéEs sont trop enfermés dans leurs entreprises, voire leurs équipes. Les bourses du travail, lieux historiques de foisonnement militant, ne sont plus des lieux de vie. Les unions locales dépérissent. Les CE ne créent plus de lien social, ne font plus d'éducation populaire, se contentent de faire de la redistribution. Et le syndicalisme, même le syndicalisme de transformation sociale, s'enferme de plus en plus, et même à la base, dans son rôle institutionnel de relation avec le patronat. Il faut reconstruire des lieux d'échanges et de solidarité avec les syndicats, et pas seulement au sein des syndicats qui peinent à recruter. C'est un travail de longue haleine. La première étape, c'est que nous, militantEs dans les boîtes, reprenions de la hauteur, reprenions contact, reprenions confiance.

MUTUELLES

De Hollande à Macron, une belle continuité



Macron et Touraine: quand ils étaient ministres... DR

Dans le précédent numéro, nous dénoncions la misérable revalorisation de la prime de nuit (15 centimes de l'heure) accordée par la ministre de la Santé à une minorité d'infirmières, en pensant que c'était sa dernière crasse pour ce quinquennat. Nous nous trompions...

En effet, le gouvernement a décidé de sévir jusqu'à la fin de son mandat et de nous donner un avant-goût de ce que sera le règne de Macron. Avec le soutien de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), le Parlement a adopté le 9 juin 2016, lors de l'examen de la loi Sapin portant sur «la modernisation de la vie économique», un amendement qui permet au gouvernement de procéder par ordonnance à une réforme du code de la mutualité afin «d'harmoniser certaines dispositions du code de la mutualité avec le code des assurances».

Celle-ci a été publiée au Journal officiel du 5 mai 2017. Toutes les dispositions importantes qui différencient les mutuelles des assurances privées sont supprimées du code de la mutualité. Ainsi, la phrase indiquant qu'elles «sont des personnes morales à but non lucratif» est supprimée.

La protection sociale sous contrôle privé

D'autres clauses modifient la gouvernance de la mutualité: des personnes extérieures à celle-ci pourront participer à leur gestion, et le statut des élus est modifié. La concentration des mutuelles et la création d'«Unions mutuelles de groupe» (UMG) avec les assurances privées est facilitée en rendant possible la création de liens de solidarité financière entre ses membres. Ces règles découlent de la transposition de la directive européenne «Solvabilité II» de janvier 2016 qui exige d'augmenter les fonds propres des complémentaires santé. Le code de la Sécurité sociale, qui régit les institutions de prévoyance, est aussi modifié afin qu'elles s'alignent aux mêmes exigences.

Une nouvelle étape est franchie: d'ici quelques années, il ne devrait subsister que quelques grands groupes privés regroupant tous les organismes de protection sociale en concurrence avec la Sécu. L'ère Macron devra être celle de l'unité et de la résistance!

S. Bernard

Pourtant Macron n'a fait mystère ni de sa volonté de taper fort ni de sa volonté de frapper vite, et son Premier ministre «de droite» ne devrait pas être en reste...

Un programme chargé, une méthode musclée

Au menu du gouvernement: plafonnement des condamnations prud'homales en cas de licenciement abusif; renvoi au niveau de l'entreprise des droits définis actuellement par la loi ou les accords de branche, généralisation des référendums introduits pour faire valider par les salariéEs, soumis au chantage à l'emploi, des accords refusés par une majorité d'organisations syndicales et qui pourraient être déclenchés directement par l'employeur; regroupement des institutions représentatives du personnel visant à supprimer les délégués du personnel trop revendicatifs et les comités d'hygiène, sécurité et conditions de travail trop intrusifs, trop gênants...

Un vaste programme qui devrait être mis en œuvre par ordonnances. Avec dans les tiroirs: la confiscation de la gestion de l'assurance chômage par l'État, avec un financement par l'impôt à la place des cotisations sociales; une réforme des retraites visant au passage au système par points; un programme d'attaque de l'ensemble des services publics...

L'urgent serait d'attendre?

Si les annonces sont claires, offensives, les réactions des directions syndicales sont très modérées, confuses, voir carrément en soutien à certains projets gouvernementaux. Seul l'union syndicale Solidaires affiche la volonté d'organiser une riposte rapide, mais rien n'est sorti de la réunion unitaire à laquelle Solidaires avait appelé: «Nous n'attendons rien de positif de ce nouveau président et des orientations (...) qui dessinent un projet de société encore plus inégalitaire, avec toujours plus de pauvres, de chômeurs/euses, de précaires, et des conditions de travail dégradées. Nous devons donc préparer un nouvel affrontement plus large, plus déterminé et plus massif encore que ce que nous avons réalisé lors de la mobilisation contre la loi

SYNDICATS

État d'urgence!

Si la séquence électorale présidentielle a bousculé l'ensemble de l'échiquier politique, au niveau des directions syndicales il semble urgent... d'attendre!



Et maintenant, retrait de Macron tout court! PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

travail. Pour cela, l'unité syndicale est indispensable.»

Pas de surprise du côté de la CFDT. Berger s'est fendu d'une lettre à Macron qui affirme: «Monsieur le président, dans le contexte qui est le nôtre, vous devez le pressentir, vous ne bénéficierez d'aucun état de grâce. (...) Il faut concerter, discuter, dans une totale transparence. C'est parfois ce qui a manqué lors de la loi travail. Pour le contenu, tout est discutable». La CFDT se positionnera au vu de «ce qu'il y a dans les ordonnances. (...) On essaiera de faire passer le maximum de choses auxquelles on tient. (...) S'il faut manifester, on ira, mais l'objectif n'est pas de descendre dans la rue». La CFDT est pour la généralisation des négociations et référendums au niveau des entreprises et sur les retraites, la confédération s'est depuis longtemps affirmée favorable à un système par points. Pour Force ouvrière, si le plafonnement des dédommagements octroyés par les prud'hommes représente un casus belli, «tout va dépendre de son attitude [celle

de Macron], de son rapport au dialogue social. Nous ne lui faisons pas un procès d'avance. Mais si ça se passe mal et s'il ne bouge pas sur certains sujets, il y aura un effet boomerang». Cela tout en faisant mine de hausser le ton: «Nous allons voir s'il est prêt à bouger sur certains points qui nous semblent rédhibitoires ou s'il y tient mordicus». Et Mailly de préparer le repli, affirmant qu'«il est toujours difficile de mobiliser l'été». Certes...

Du côté de la CGT, les prises de position confédérales ne sont guère plus satisfaisantes. La direction confédérale «appelle solennellement Emmanuel Macron à renoncer à imposer de nouveaux reculs sociaux par ordonnance ou 49.3. (...) On a l'impression que cette concertation express évoquée pour le début de l'été n'est que de pure forme, car le code du travail impose à tout gouvernement de prendre l'avis des partenaires sociaux sur un projet concernant le monde de l'entreprise». Sur le fond, «plusieurs points de son projet – référendum à l'initiative de l'employeur, fusion des instances de représentation du personnel, plafonnement des indemnités prud'homales – sont pour nous des lignes rouges». Mais au final, c'est l'attentisme, comme s'il y avait quelque chose à attendre du dialogue social avec Macron. Ainsi, la dernière réunion de la

direction confédérale a centré ses débats... sur la syndicalisation suite aux reculs électoraux enregistrés dans le privé. Pour Martinez: «Descendre dans la rue? On y est déjà. Je n'ai pas demandé, comme Jean-Claude Mailly (FO), aux cadres de la CGT de prendre des vacances remboursables, chez nous, les congés payés sont sacrés. Mais on sait rapidement se mobiliser, on sera là pour la rentrée sociale».

Construire la mobilisation, maintenant!

Cet attentisme est la pire des choses. La pétition en ligne contre la loi travail est actualisée, et des cadres de mobilisation existent, tels le Front social ou la campagne «Nos droits contre leurs privilèges».

Les salariéEs de Whirlpool ou GM&S qui crient leur colère ne doivent pas être abandonnés au dialogue social. Il faut s'appuyer sur cette colère, soutenir celles et eux qui luttent, amplifier la riposte. Car se battre contre les attaques patronales et gouvernementales, c'est aussi tout faire pour éviter le pire: le détournement de cette colère par notre pire ennemi, l'extrême droite en embuscade.

La riposte – par la grève, par les manifestations – c'est maintenant!

Robert Pelletier

ARIÈGE Pas d'immunité pour les faucheuses et faucheurs!

Dix faucheuses et faucheurs volontaires d'Ariège avaient le 27 septembre 2016 rendus impropres à la vente des bidons de désherbants contenant du glyphosate...

Elles et ils avaient évacué les deux jardinerias avant l'arrivée de la police, mais avaient été repérés par les caméras de surveillance des deux magasins, l'Espace Émeraude et Mr Bricolage.

En février, les militantes avaient refusé la «médiation pénale» proposée par la procureure, et ils et elles sont poursuivis pour avoir causé «un dommage grave en l'espèce, 2168,14 euros et 2038,17 euros de produits désherbants détériorés à la bombe de peinture».



Les faucheurs en action le 27 septembre dernier. DR

L'immunité ouvrière n'existant pas, comme l'a rappelé Philippe Poutou, les dix faucheuses et faucheurs seront donc jugés en correctionnelle dans quelques jours...

Faire le procès des pesticides

Le procès aura lieu le 16 juin à 14 heures au palais de justice de Foix, et ce sera en fait le procès du glyphosate,

des pesticides en général, de leurs fabricants et promoteurs, de celles et ceux pour qui les profits passent avant la vie. Pour cela, de nombreux témoins se succéderont à la barre: scientifiques, médecins, victimes, etc.

Il faudra bien entendu du monde à Foix ce jour-là... et aussi une aide financière pour les frais de justice!. Les pesticides, on n'en peut plus, on n'en veut plus!

Correspondant

1 – Dons par courrier: Soutien aux FV 09, chez Mathieu Blaise, La Grange, 09000 Baulou (chèque à l'ordre de Fonds d'actions FV 09). Paiement en ligne: www.helloasso.com/associations/faucheurs-volontaires/formulaires/1

GM&S LA SOUTERRAINE (23)

«On se battra jusqu'au bout!»

C'est bien ce sentiment de ne rien lâcher que les travailleurs de GM&S ont l'intention d'appliquer face à l'éventuelle fermeture de l'usine qui emploie actuellement 277 salariéEs...

Dans cette entreprise soustraitée de l'automobile à La Souterraine dans la Creuse, ils ont l'habitude de la lutte, puisqu'en quinze ans, ils ont déjà été mis quatre fois en situation de liquidation de l'entreprise par des «patrons voyous» qui font leur beurre sur les reprises d'entreprises.

277 travailleurs qui se battent pour maintenir l'activité de l'usine face à la rapacité des grandes firmes de l'automobile qui sont Renault et PSA, leurs principaux

donneurs d'ordre. Depuis 6 mois, ils multiplient les manifestations à Limoges et Poitiers, les barrages d'autoroute, les sit-in devant des usines Renault et PSA... Mais l'État et les constructeurs les baladent de réunion en réunion sans donner de réelles garanties sur la poursuite de l'activité. Et sans ces garanties, la liquidation de l'entreprise risque d'être actée ce 23 mai.

Alors, les travailleurs de GM&S ont piqué un coup de colère jeudi 11 mai, piégeant l'usine de bouteilles de gaz

RECULS SOCIAUX Cadeaux de départ

Ainsi, on a droit à ceux sur la prise en charge du défenseur syndical, à la formation commune entre conseillers prud'homaux patronaux et salariés (vive le corporatisme !) et même à une retouche de la procédure civile suite à la baisse drastique des contentieux entraînée par l'application de la loi Macron...

Promesses

De la sorte, il s'agit aussi de tenir ses engagements vis-à-vis de la CFDT, qui a soutenu mordicus la loi travail, à travers la publication du décret relatif à la prise en charge, par les plateformes, de la cotisation accident du travail des travailleurs ubérisés ou la mise en place d'une représentation du personnel dans les réseaux de franchise de plus de 300 salariés : pas question d'insulter l'avenir et un partenaire potentiel.

On notera aussi l'interdiction définitive des grenades offensives de type F1, les mêmes qui ont tué Rémi Fraisse il y a deux ans – à quand le tour de celles défensives et du flashball qui mutilent les manifestants ? – ou l'arrêt, dans un lointain avenir, des spectacles de cétacés.

Héritage

Le terrain est balisé pour le nouveau Président qui n'aura plus qu'à pousser les feux des mesures héritées de Hollande, que ce soit avec ses projets d'étendre l'initiative du référendum d'entreprise au patron ou la négociation d'entreprise à l'ensemble des sujets hors temps de travail, mettant en sourdine le rôle des branches et la force impérative de la loi. En retour, il n'opposera pas de candidat de son mouvement à l'ex-ministre du travail, Myriam El Khomri : merci pour ce moment !

Pire, il veut derechef imposer le plafonnement des indemnités prud'homales que la mobilisation de l'an dernier avait mis sous le boisseau, Avosial, le syndicat qui regroupe les avocats d'entreprises en droit social, a lui soumis 15 points de blocage à lever en la matière, et le PDG de Monoprix réclame déjà sur France Info, en guise de cadeau d'anniversaire pour les 85 ans de son enseigne, de pouvoir davantage étendre le travail de nuit et du dimanche.

Et maintenant ?

Pourtant, le bilan de la loi Macron, c'est Thomas Hollande, le fils de l'ex-Président, avocat des salariés de Tati, qui en parle le mieux : calamiteux pour eux ! L'héritier de Hollande a lui désormais à sa disposition tout l'arsenal de la 5^e République pour contraindre le Parlement à lui obéir, entre la procédure accélérée, le vote bloqué, le 49.3 et les ordonnances.

Macron devrait pourtant se souvenir, comme il se pique d'être un fin politique, que le démantèlement de la Sécurité sociale par son illustre prédécesseur constitue un des prémices du soulèvement de Mai 1968 et que le divorce entre les hautes sphères du pouvoir et le pays réel n'a jamais été aussi criant.

LD

Alors que les cartons se préparent dans les ministères suite à l'élection de Macron et à l'imminence de la nomination d'un nouveau gouvernement, la parution de décrets et autres arrêtés se succèdent au Journal officiel...



APASE RENNES (35) Contre la casse sociale, les salariéEs se mobilisent !

Depuis deux semaines, les salariéEs de l'APASE 35 (Association pour l'action sociale et éducative) sont en grève reconductible. Près de la moitié des 300 salariéEs sont mobilisés.

L'employeur veut en effet leur imposer une nouvelle convention collective. Ce nouvel accord viendra dégrader les conditions de travail des salariéEs avec des conséquences désastreuses : perte de salaire, perte de congés, diminution de la participation de l'employeur aux œuvres sociales et à la mutuelle, inégalité de traitement entre salariéEs. En 2005, trois semaines de grève avaient déjà permis de défendre les conditions de travail des salariéEs, et cette fois-ci encore, l'employeur fait du chantage en évoquant un possible PSE et ce grâce à l'opacité sur la situation réelle de l'entreprise. Dans le domaine de l'action sociale et éducative, les

méthodes de management sont les mêmes que dans le privé : éclatement des services, pressions sur les personnels, chantage au PSE, casse des acquis sociaux...

Pour un nivellement par le haut

Mercredi 10 mai, le NPA Rennes était avec les salariéEs de l'APASE devant le siège pour les soutenir et relayer leur combat. Le NPA se battra toujours pour la défense des droits sociaux, pour un nivellement par le haut des conventions et non par le bas, pour que les besoins de la population soient garantis par un véritable service public, pour l'ouverture des comptes afin que les salariéEs puissent connaître la situation économique réelle.



Les salariéEs de l'APASE mobilisés dans l'unité. DR

Ces attaques sont clairement en lien avec l'instauration de la loi travail, et ce ne sont pas les propositions de Macron qui peuvent nous rassurer, bien au contraire...

C'est en se mobilisant et en faisant grève que l'on fera reculer les patrons, les employeurs et les décideurs. Le NPA fera tout pour que les conflits sociaux éclatent et se fédèrent afin de défendre les intérêts des travailleurEs.

Correspondant du NPA de Rennes

CYBER-ATTAQUE

L'austérité et la surveillance de masse responsables !

Déclenchée depuis vendredi, à l'heure où nous écrivons ces lignes, ce sont plus de 200 000 systèmes impactés et 150 pays concernés par le même piratage informatique.

On parle de virus type « ransomware » : le programme vise à chiffrer les données utilisateurs pour les rendre inaccessibles et exiger paiement pour leur libération. L'histoire de ce piratage traîne dans son sillage les maux de la période et les pratiques calamiteuses des États.

La NSA, première fautive

D'abord, les velléités de la NSA au contrôle du numérique. Au-delà des révélations Snowden, ce sont d'autres pratiques qui sont mises en lumière : la captation par la NSA de failles de sécurité de programmes ou systèmes, secrètes, et divulguées au cas par cas aux éditeurs de ces programmes selon d'obscurs critères. Une non-divulgaration dénoncée depuis plusieurs mois aux États-Unis (citoyens, journalistes, entreprises...) qui remet en cause la sécurité des systèmes informatiques.

Ces informations ont finalement été retiré par la force à la NSA, au cours notamment des révélations « Vault 7 » publiées sur Wikileaks en mars qui comportaient des descriptifs de failles de sécurité et leur exploitation par l'agence. Conscient des questions de sécurité, Wikileaks publia en premier lieu les informations devenues « obsolètes » du fait des corrections et mises à jour déjà en place. Et il transmet aux éditeurs informatiques les données de failles inconnues (« zero day ») jusque-là afin qu'ils éditent des patchs correctifs, avant de les rendre publiques après correction.

C'est l'une des ces failles (identifiée par le code MS17-010) qui a été utilisée pour ce piratage massif. Microsoft a bien proposé le correctif dès le 14 mars. Son application ou pas étant de la responsabilité des organisations comme des individus, les ordinateurs tournant sous Windows comportant cette faille n'ont pas été mis à jour.

Les dangers des politiques d'austérité

Si l'importance et la renommée des entreprises impactées ont souvent été citées (FedEx, Renault...), ce qui a été systématiquement présenté dans les médias, c'est la paralysie du NHS, le système public de santé du Royaume-Uni. Or au NHS, la mise à jour n'était même pas envisageable, puisque dans un souci d'économie et de réduction des budgets, l'environnement informatique serait resté à 90% sous Windows XP... alors que ce système, abandonné par Microsoft, ne reçoit plus de correctifs depuis 3 ans !

Outre le combat contre l'austérité et contre le capitalisme qui en est la source, il y a la nécessité de se défendre contre les politiques et systèmes de contrôle, qu'ils soient mis en place par un gouvernement ou par les entreprises. Pour cela, l'ouverture et l'accès des codes sources de tous les programmes est nécessaire pour se prémunir des comportements indésirables, contre l'affaiblissement technique du chiffrement, contre l'installation de backdoor. Bien évidemment, il faut aussi démanteler les agences de renseignements et d'espionnage de masses.

Frédéric Lorie

Version longue sur le site du NPA

et jerrycans d'essence : ils menacent de tout faire sauter s'ils n'obtiennent pas la poursuite de l'activité. Depuis, ils occupent l'usine. Les équipes se relayent et les barbecues tournent à fond dans une ambiance de solidarité festive, même si dans toutes les têtes plane la hantise de la fermeture. Devant ce coup de colère, État et constructeurs qui faisaient silence se sont empressés de convoquer une réunion ce lundi 15 mai. S'il y a eu des engagements un peu plus fermes des constructeurs, pour l'instant la reprise envisagée ne se ferait qu'avec la moitié du personnel. Pour les travailleurs de GM&S et la CGT, il n'en est pas question : personne ne doit rester sur le carreau. Une nouvelle rencontre est prévue, mais les réactions étaient unanimes : « on se battra jusqu'au bout ».

Un rassemblement combatif

Ce mardi 16 mai, plus d'un millier de manifestantEs sont venus soutenir celles et ceux de GM&S. Du jamais vu dans le coin. L'importante présence des médias donne la pêche. Des délégations de Legrand, Madrange, du CHU et des cheminots étaient venus de plusieurs sites de la région, essentiellement des délégations CGT avec aussi un responsable de la branche automobile et le délégué syndical central de PSA. Étaient aussi présents un petit groupe de FO, ainsi que des vieilles connaissances de la Fonderie du Poitou et de New Fabris, dont les salariéEs ont mené il y a quelques années des batailles semblables. Au niveau politique, LO était là ainsi que Jean-Luc Mélenchon et bien entendu le NPA, avec la présence très remarquée de Philippe Poutou.

Un meeting combatif a eu lieu, conclu par « On lâchera rien, on se battra jusqu'au bout ! » Dans la foulée, nous nous sommes dirigés vers la mairie où se déroule un nouveau meeting syndical. Les discussions tournent autour du « Qu'est-ce qu'on fait après ? », adressé notamment à Philippe. La mise en place du nouveau gouvernement donne évidemment l'envie d'aller se faire entendre à Paris, et une montée nationale se discute pour aller crier au plus près : « Manu, ça sent le gaz ! » Les salariéEs ont mille fois raisons de ne pas se laisser faire. Renault, PSA et bien d'autres, qui se sucèrent largement sur le dos des travailleurs de la sous-traitance automobile depuis des décennies, ont les moyens de fournir les commandes. L'État a aussi les moyens de l'imposer. Les ouvriers de

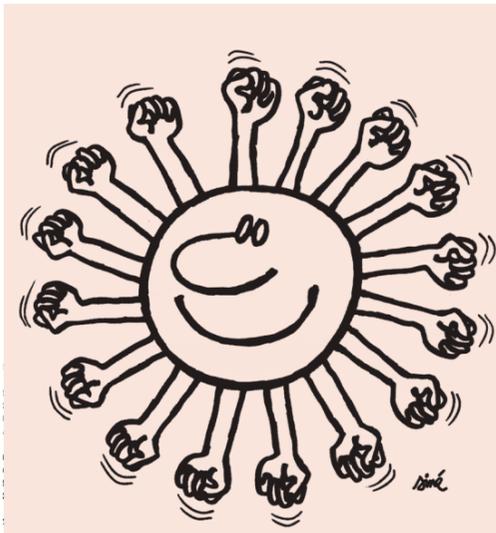


À La Souterraine mardi 16 mai, ça ne peut plus durer... PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

GM&S montrent que tout n'est qu'un rapport de forces entre la force des travailleurs en lutte et le poison du capital, et leur détermination est totale.

Le rassemblement d'aujourd'hui leur permet de rompre l'isolement. C'est aussi une possibilité d'élargir la lutte !

Correspondant



9^e université d'été du NPA
du DIMANCHE 27 AOÛT
au MERCREDI 30 AOÛT
LUTTER, DEBATTRE, RECONSTRUIRE

Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan
Accueil à partir du samedi 26 après-midi, départ le jeudi 31 après le petit déjeuner

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Inscriptions en ligne :
<https://npa2009.org/ue2017>

Législatives

LO refuse notre proposition de répartition

Les camarades de LO ont donc refusé notre accord de répartition des circonscriptions aux élections législatives (voir article dans *L'Anticapitaliste* n°383). L'argument central avancé dans un article publié sur leur site le 15 mai 2017¹ est le suivant : il s'agirait d'une « non-proposition du NPA »...



LO dans les manifestations contre la loi travail. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Les camarades de LO se plaignent de beaucoup de choses pour justifier leur refus d'apparaître avec nous côte à côte. Ils se cachent derrière des délais trop courts ou pour être plus politiques, nous reprochent sans gêne et sans réel argument de ne pas construire un parti implanté dans la classe ouvrière, un parti pour faire la révolution.

Une ficelle un peu grosse

Sur les délais, tout le monde sait que tant la proposition d'appeler à voter pour LO partout où le NPA ne sera pas présent que cette proposition à LO de répartition (et seulement à LO) a nécessité un débat en notre sein. Mais il est faux de dire qu'il était impossible – encore faut-il le vouloir politiquement – de se mettre d'accord sur une répartition portant sur 75 circonscriptions (sur 553) entre le 5 et le 19 mai. C'est juste une feinte de balayeur...

Car en réalité la question qu'esquive Marion Ajar dans son article, c'est celle-là : notre programme, notre discours, sont-ils si différents pour justifier le refus de tout accord de répartition entre le NPA et LO, dans seulement 75 circonscriptions sur 553 ? Poser la question autour de vous, camarades, vous verrez ! D'autant que la direction du NPA ne proposait pas de faire une campagne commune. Nous proposons plutôt, à cette étape et avec le temps qui est le nôtre, de faire apparaître plus nettement lors des législatives la « complémentarité » des deux campagnes de la gauche révolutionnaire lors de la présidentielle, complémentarité affichée et revendiquée par Nathalie Arthaud elle-même !

LO devrait plutôt se demander si un accord de répartition entre nous est souhaitable pour notre classe, et à quelles conditions. La direction du NPA a répondu par la positive à cette question. Tardivement nous dira LO ? Mais rien ne l'empêchait de faire une proposition plus tôt.

Une occasion politique manquée

Nos camarades de LO ne devraient pas prendre cette proposition à la légère ou la caricaturer comme un vulgaire « effet d'annonce ». C'est au contraire le fruit d'un débat politique réel au sein de la direction de NPA. Pour quiconque connaît l'histoire de nos deux courants, ce n'est pas rien que plus de 71 % de la direction du NPA ait fait le choix de proposer cet accord à LO (et encore une fois seulement à LO). Les camarades étaient d'ailleurs passablement surpris lorsque nous leur avons fait cette proposition face à face.

Cette décision se place pourtant dans la continuité de la motion sur les élections adoptée au dernier congrès du NPA : une délimitation stricte du NPA avec les réformistes. C'est donc une occasion politique manquée, ce qui est regrettable mais qui ne clôt pas la discussion, car le regroupement des révolutionnaires pour défendre des perspectives pour le monde du travail est une nécessité de la période actuelle. Franchement, entre Philippe, l'ouvrier candidat anticapitaliste, et Nathalie, l'enseignante candidate pour LO, dans nos milieux respectifs, mais surtout bien au-delà, qui est celui ou celle qui a vu des différences justifiant d'y aller séparément ? Il est faux de dire que nos collègues, voisins et amis, nous auraient reproché ce simple accord en le considérant comme une capitulation politique des uns ou des autres. Au lieu d'essayer d'établir une liste

aussi longue qu'un catalogue des différences entre nos organisations, ne serait-il pas temps de mettre en avant ce qui nous rassemble ?

Un appel national du NPA à voter LO dans les circonscriptions où il est absent

Quoi qu'il en soit, le NPA appelle nationalement à voter pour les candidats de LO dans toutes les circonscriptions où il ne sera pas présent, pour soutenir les seules candidatures qui représenteront les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Les camarades de LO ne devraient pas ironiser sur le fait que 51 % de sa direction ait pris position en ce sens. Il est vrai – et les camarades le savent bien – que nous n'avons pas l'habitude des décisions unanimes... Mais LO devrait plutôt se féliciter que pour la deuxième fois depuis la création du NPA, une majorité absolue de sa direction se soit dégagée pour appeler à voter en faveur de leurs candidats.

LO peut, cette fois, ignorer la proposition du NPA, mais elle ne pourra pas toujours le faire. Nous nous reverrons et débattrons à la fête de Lutte ouvrière à Presles dans quelques semaines. Mais il est important de très vite se voir pour discuter de comment organiser, à notre échelle, la riposte sociale face à Macron, ce président des patrons.

Pedro Cine

1 – <https://www.lutte-ouvriere.org/elections-legislatives-une-non-proposition-du-npa-91541.html>

Souscription de printemps

L'argent du FN... et le nôtre!

Ils se disent antisystème. Pourtant, leurs pratiques valent celles de tous les autres grands partis qui ont connu des scandales financiers. Le FN, ses dirigeants et sa galaxie détiennent un record invraisemblable : ils sont poursuivis pour des malversations centralisées et répétées dans TOUS les scrutins depuis l'arrivée de Marine Le Pen au pouvoir : cantonales 2011, présidentielle et législatives 2012, municipales, européennes et sénatoriales 2014, départementales et régionales 2015... Et la séquence électorale de 2017 n'a évidemment pas encore révélé ses secrets.

la base de ses fonds propres. Quatrième problème : avec un taux de 6,5 %, ces intérêts sont supérieurs à ceux pratiqués par les banques. Ça continue. Mais ce n'est pas fini. Venons-en maintenant au fameux « kit de campagne » lui-même. Pour 16 500 euros, il se compose d'un matériel clé en main et formaté : affiches, tract et site internet. Cinquième problème : sa conception est clairement surfacturée (x 5 environ). Ça dure. Tenez bon. Reprenez toujours le même candidat. L'apprenti voit finalement son score dépasser les 5 %. L'État lui rembourse ses dépenses de campagne, dont le dispendieux « kit » et surtout les intérêts de son achat à crédit qui ont été camouflés (pratique illégale, sixième problème). L'argent va d'abord de l'État sur le compte du candidat, puis le candidat rembourse Jeanne du montant du « kit » avec les intérêts, puis Jeanne rembourse Riwal du prix

NPA
Soutenez le NPA et ses candidatures aux législatives

NOS VIES, PAS LEURS PROFITS !

SOUSCRIPTION 2017 / [SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org)

Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.
Agrément de la CNCCFP N°09932 du 06 avril 2009. Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

du « kit »... en gardant les intérêts au passage. Et voilà comment l'État engraisse une société surfacturant des kit de campagne, et un micro-parti

s'érigeant en intermédiaire prêteur aux taux usuraires. Ladite société en retire une marge hors norme sur l'exercice 2012, pour le plus grand bonheur de ses dirigeants mais aussi du FN et de Jeanne, pour le compte desquels elle magouille : prestations plus ou moins fictives et/ou surfacturées, prêts sans intérêts sous la forme de dettes non réclamées. De son côté, ledit micro-parti en retire des fonds substantiels pour constituer une cagnotte... en vue de l'élection présidentielle de 2017 en particulier.

Le NPA, quant à lui, ne vit pas sur le dos de l'État ou du Parlement européen. Et surtout il n'a aucun « kit » à vendre, surtout pas pour la transformation révolutionnaire de la société. Alors n'hésitez pas.

Sylvain Madison

Pour verser à la souscription :
<https://souscription.npa2009.org>

L'Anticapitaliste la revue
Le n°87 est disponible

L'Anticapitaliste
N°87 | MAI 2017 | 4 €
la revue mensuelle du NPA

HOLLANDE ON T'A EU, MACRON...

ROBERT 1917
LA RÉVOLUTION NÈGE
À LA QUESTION MERKEL

ROUSSEAU CINE
BREVET, RÉBIS ET RÉBIS

JEAN-CARLES MICHELÉ, LA RÉDACTION
DANS LE MONDE DE L'ANTICAPITALISTE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Le principe général est toujours le même. Mais limitons-nous à le décrire dans le cadre du scrutin législatif de 2012 puisque le « renouvellement » de l'Assemblée nationale est à l'ordre du jour. Prenez un candidat aux législatives de 2012. Si l'animal veut se présenter sous les couleurs du FN, il devra obligatoirement acheter un « kit de campagne » à Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen créé en 2010 alors que Marine Le Pen s'appropriait à prendre le pouvoir au sein du FN. Jeanne a lui-même acheté ce « kit de campagne » à Riwal, société de communication fondée en 1995 dans la foulée des municipales où le FN gagne ses trois premières villes. La société était dirigée par Frédéric Châtillon, un ancien du GUD. Premier problème : il est illégal de conditionner l'investiture d'un candidat à un quelconque achat. Second problème : il est tout aussi illégal d'antidater une convention de prêt, voire de la signer dans le dos du candidat. Or, c'est bien ce dont le micro-parti se serait rendu coupable : imposition systématique du « kit de campagne » et du prêt, y compris par des méthodes frauduleuses. Ça commence bien. Mais ce n'est pas tout. Prenez le même candidat. Le pauvre bougre est désargenté. Aucun problème, Jeanne lui propose un prêt avec intérêts pour qu'il lui achète le fameux « kit de campagne ». Troisième problème : il est interdit pour un parti de prêter de l'argent avec intérêts sur

BD

Cette belle bande dessinée nous plonge des années 1920 aux années 1960 dans la vie bouillonnante et les engagements de ce cinéaste et poète antimilitariste, anticlérical. C'est une ode au combat contre la bêtise, la suffisance, la soumission, le nationalisme... Prévert est du côté et au service de ceux qui luttent, refusent l'ordre établi, contre ceux qu'il dénonce et ridiculise dans *Tentative de description d'un dîner de têtes*, «*Ceux qui pieusement... Ceux qui copieusement... Ceux qui tricolorent, Ceux qui inaugurent, Ceux qui croient, Ceux qui croient croire, [...] Ceux qui chantent en mesure, Ceux qui brossent à reluire, [...] Ceux qui bénissent les meutes, Ceux qui font les honneurs du pied, Ceux qui debout les morts, Ceux qui mamellent de la France...*». Bourhis et Cailleaux nous font rencontrer Prévert en 1921 à Constantino-ple où, alors caporal, il résiste à sa façon au côté de Marcel Duhamel. De retour à Paris, ils participent un temps au mouvement surréaliste au côté de son frère et complice Pierre, d'Yves Tanguy rencontré pendant le service militaire, de Breton et de bien d'autres. Au début des années 1930, Prévert rejoint le groupe Octobre, troupe de théâtre ouvrier pour qui il va écrire jusqu'en 1936. Le groupe joue dans les quartiers populaires, devant les usines... voire à l'intérieur, comme lors de la grève à Citroën en 1933 :

Jacques Prévert n'est pas un poète, scénario de Hervé Bourhis et dessin de Christian Cailleaux

Dupuis, Aire libre, 2017, 32 euros

Dans Jacques Prévert n'est pas un poète, publié à l'occasion du 40^e anniversaire de sa mort, Hervé Bourhis et Christian Cailleaux nous font partager la révolte, les combats et les rencontres, les amitiés et les amours de ce «*braconnier révolutionnaire*».



«*Citroën, C'est le nom d'un petit homme, Un petit homme avec des chiffres dans la tête, Un petit homme avec un sale regard derrière son lorgnon, Un petit homme qui ne connaît qu'une seule chanson, Toujours la même. Bénéfices nets... Millions... Millions... Une chanson avec des*

chiffres qui tournent en rond, 500 voitures, 600 voitures par jour. [...] Mais ceux qu'on a trop longtemps tondu en caniches, Ceux-là gardent encore une mâchoire de loup, Pour mordre, pour se défendre, pour attaquer, Pour faire la grève... La grève... Vive la grève!»

«Elle est rouge la vie»

La même année, Prévert sera du voyage à Moscou où la troupe est invitée dans le cadre des Olympiades du Théâtre ouvrier, ils jouent devant Staline, mais troublés par ce qu'ils voient, ils refusent de signer le «*satisfecit à la politique de Staline*» qu'on leur soumet sur le quai du départ. En 1936, la troupe «*d'agit-prop*» participe aux meetings, à l'animation des grèves... et met en garde contre le Front populaire, comme dans le texte *Printemps-été 1936* : «*De sa fenêtre, le capital voit ses usines occupées, Par les hommes des taudis, Il voit les drapeaux rouges flotter. Et le tricolore aussi... Mais les*

drapeaux tricolores, c'est pas ça qui lui fait peur. C'est son affaire... il en a tellement vendu, avant, pendant, après la guerre. [...] Le tricolore au bout d'une perche, Le tricolore à la boutonnière, Le tricolore à la braguette, Comme ils sont beaux à voir, le tricolore en suspensoir. [...] Méfiez-vous..., Il est dur, rusé, sournois... le capital. [...] Méfiez-vous camarades, La vie n'est pas tellement rose, Elle n'est pas tricolore non plus, elle est rouge la vie...» La suite de la vie et des combats de Prévert, ses nombreux films, ses compagnes et compagnons de route, sont croqués au fil des pages de la BD dans lesquelles on plonge avec un très grand plaisir, jusqu'à ce mot «*fin*» précédé de l'avertissement «*Vous voyez, je ne suis pas mort. Et je ne suis pas un poète*»... On ne peut que vivement conseiller de se faire prêter ou offrir cette BD et, surtout, de se plonger ou replonger dans les textes de Prévert!
Isabelle Ufferte

Essai

Le désert des ambitions avec Albert Cossery, Rodolphe Christin

Éditions L'Échappée, 2017, 14 euros

Albert Cossery, né au Caire en 1913 et mort à Paris en 2008, Égyptien écrivant en français, a passé sa vie, de 1945 à 2008, dans une chambre de l'hôtel La Louisiane à Saint-Germain-des-près. Son œuvre, limitée à huit livres, fait l'éloge de la simplicité, du détachement des choses matérielles et de la paresse, à travers la vie de personnages du peuple égyptien. Rodolphe Christin qui avait déjà, lui aussi, dénoncé l'agitation inutile et destructrice du monde contemporain dans *L'usure du monde. Critique de la déraison touristique*, n'a pas écrit une biographie d'Albert Cossery. Comment écrire sur celui qui n'a rien fait et rien voulu? Christin a tissé des textes de Cossery, des réflexions sur la vie des héros Cossériens, et le lecteur voit apparaître le portrait d'un être exceptionnel qui a vécu toute sa vie comme ses héros dans une sobriété heureuse. Ainsi, les titres des chapitres ne sont pas : jeunesse, maturité, vieillesse, mais «*la sobriété joyeuse*», «*l'humour de la vie*», «*vie et mort des révolutions*», «*l'oisiveté, rétive et créatrice*»!

Cossery est un anarchiste non militant : il «*ne croit ni en une fin de l'histoire ni en une société idéale qui resterait à élaborer*». Il n'y a rien à espérer, donc rien à faire : juste essayer de profiter au jour le jour de la beauté du monde. Les héros de Cossery ne sont jamais déçus... car ils n'ont rien à perdre. L'un d'eux va jusqu'à abandonner sa vie et son travail pour devenir mendiant, se libérant ainsi de toutes contraintes. D'autres vont rester dans leur lit à vie...

Cossery est antiproductiviste et anticapitaliste puisque opposé à tout effort et toute accumulation. La vraie vie, c'est la liberté dans l'humour. Évidemment Christin, comme nous, est séduit par le personnage : vivre sans contraintes et résister à tout passivement... Il oublie quand même de dire que si Cossery a su se contenter de peu, c'est un bourgeois égyptien, cultivé, qui a vécu en rentier et

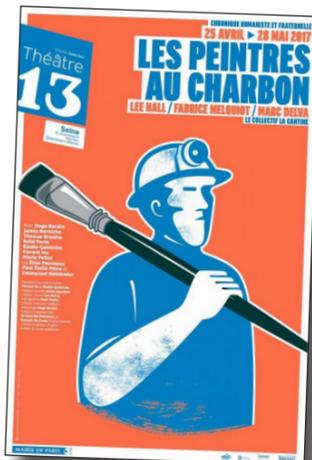
dans un microcosme intellectuel de l'après-guerre qui l'a entouré et porté, et qu'ils sont bien peu nombreux, ceux qui peuvent décider de vivre comme lui dans un monde qui ne changera que si nous nous en donnons les moyens. À lire pour rêver d'une vie rêvée, et à compléter absolument des ouvrages de Cossery!
Catherine Segala
1 – Œuvres complètes (en deux tomes), éditions Joëlle Losfeld, 2005, 25 euros chaque.

Théâtre

Les peintres au charbon de Lee Hall

Par le collectif La lanterne. Jusqu'au 28 mai au Théâtre 13 / Seine (Paris 13e)

Les peintres au charbon... Les mineurs au pinceau serait plus approprié. On descend par une galerie de mine reconstituée, et on se retrouve en 1934 dans une espèce de local syndical où se déroulent des cours pour les ouvriers. Ce soir débute un cycle d'initiation artistique... L'enseignant, Robert Lyon, commence à expliquer aux assistants ce qu'il pense être les bases, mais ils n'y comprennent rien : ce sont pour la plupart des mineurs qui ont commencé à travailler à douze ans et font quarante-huit heures par semaine «*au fond*». Lyon a une idée : il leur propose de se mettre à peindre et de discuter ensuite ensemble de leurs œuvres. Et ça marche... c'est le début de longues discussions sur l'art, la façon de regarder une œuvre, le rapport entre art et réalité, art et société, la capacité de chacun à être un artiste, etc.



C'est un peu trop bavard mais les spectateurs, qui sont disposés de part et d'autres des acteurs, s'accrochent, car des questions passionnantes sont abordées, et

il ne s'agit pas ici de vanter un quelconque «*réalisme socialiste*». Le parcours va durer une dizaine d'années. La qualité de leurs œuvres s'améliore, ils commencent à être reconnus et exposés, ils rencontrent de «*vrais*» artistes, mais ils demeurent des mineurs et des syndicalistes. Mais l'art les a changés : «*c'est une chose étrange : une fois que vous avez terminé un tableau, vous sentez que c'est un morceau de votre vie*». La pièce est fondamentalement joyeuse, et à la fin, ils reprennent en chœur la chanson de John Lennon «*Working class hero*». Ce groupe des mineurs a effectivement existé et la pièce retrace assez fidèlement leur parcours. Ils sont connus comme le Ashington group, et Oliver Kilbourn, le plus connu d'entre eux, a travaillé à la mine de 1917 à 1968...
Henri Wilno

Cinéma

Retour à Forbach de Régis Sauder

Sortie le mercredi 19 avril

Sélectionné au Festival international du film du réel, un beau film encore dans quelques salles et bientôt disponible en DVD... Les amateurs de documentaires avaient déjà repéré Régis Sauder pour *Nous, princesses de Clèves*. Le cinéaste revient trente ans après dans sa ville natale, ville du charbon, ville de frontière, «*porte de France*», avec sa «*rue nationale*» qui s'est appelée à un moment du 20^e siècle «*Adolf Hitler Strasse*»... S'il n'existe pas de gens ni de lieux simples, il faut dire que Forbach et les forbachois sont vernis sur le plan des paradoxes et de la complexité. Et le grand mérite du metteur en scène, c'est de ne pas renoncer à démêler ce qui semble inextricable : «*Ne pas chercher à se souvenir, oublier plutôt que de penser, ne pas raconter, c'est la maladie du siècle*». En 1 h et 18 mn, impossible de faire une analyse socio-économique, historique et politique :

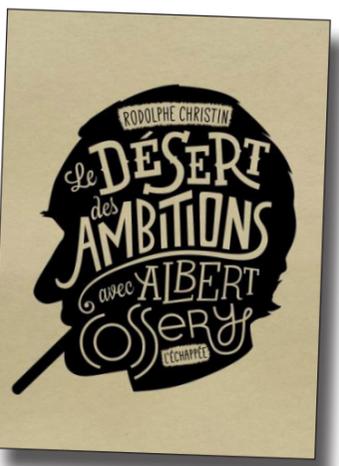
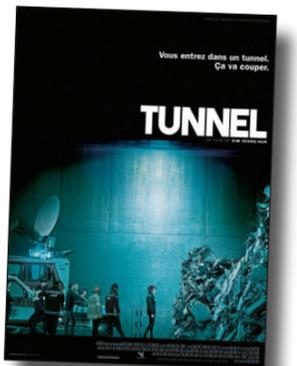


ce n'est donc pas son entrée, il dispose d'autres moyens, lui le petit-fils de mineur, lui qui fréquentait plutôt les filles et les arabes et qui a eu à en souffrir... L'affaire n'était pas simple et la réussite est d'autant plus éclatante : sur une réalité d'une grande violence, Régis Sauder pose un regard d'une douceur qui ne cède pas. Il ne surplombe pas, n'assène pas : dans de longs plans fixes, ces personnages interviewés – certains sont des amis retrouvés, Flavia, Mohamed – s'expliquent, prennent leur temps, s'adressent à lui derrière la caméra, se taisent et réfléchissent. Et nous, spectateurs, avec eux. Et c'est ce regard-là qui crée la beauté de cette ville pas vraiment touristique et de ses habitants. *Retour à Forbach* est tout sauf un règlement de comptes, plutôt une tentative de solder une dette. Mais une dette dont la source ne se tarira peut-être pas. C'est tout le mal que nous lui souhaitons. Ici, tout le sous-sol est un gruyère et Régis Sauder continue de creuser... Un cinéaste à suivre.
Fernand Beckrich

Tunnel de Kim Seong-hun

Avec Ha Jung-Woo, Doona Bae et Dal-Su Oh. Sortie le mercredi 3 mai

«*Qu'ils aillent tous se faire foutre!*», jette le héros vers la fin du film. Ce n'est pas un grand film, mais cela permet d'appréhender quelques-unes des raisons pour lesquelles, cet hiver, les Coréens se sont mis à manifester par centaines de milliers contre leur présidente et contre la corruption. Lee Jung-soo rentre tranquillement chez lui en voiture quand un tunnel routier s'effondre sur lui. Il va rester cloîtré de longs jours dans sa voiture à moitié écrasée. Comme il a pu signaler sa présence avec son portable, au-dehors tous s'agitent pour le sauver, du moins dans un premier temps... Le film catastrophe classiques'accompagne souvent de couplets patriotiques et de scènes touchantes. Ce sentimentalisme, le réalisateur y cède un peu (trop), mais au patriotisme non. Les manuels officiels de sécurité sont obsolètes. Les géants du BTP construisent des équipements sans respecter les normes et sont pressés de faire redémarrer les travaux d'un autre tunnel tout près de celui où Lee essaie de survivre, au risque que les explosions nécessaires le fassent un peu plus s'écrouler. La ministre, dont on perçoit les liens avec les lobbies autoroutiers, a surtout comme préoccupation d'être filmée au bon endroit et sous le bon angle. Et les médias sont voyeurs : la scène où leurs drones poursuivent un sauveteur au risque de le faire capoter, c'est du grand cinéma...
Henri Wilno



GRÈVE DE LA FAIM « Israël veut par tous les moyens casser cette résistance »

Entretien. Nous avons rencontré **Walid Attalah**, représentant de l'Association des Palestiniens en France (APF) pour parler de la grève de la faim des prisonniers palestiniens démarrée il y a un mois.



DR

Où en est la grève de la faim ? Les médias israéliens annoncent des arrêts partiels du mouvement : info ou intox ?

Au départ du mouvement le 17 avril, il y avait 1 500 prisonniers qui ont commencé la grève de la faim. Aujourd'hui ils et elles sont 1 800. Officiellement, il y a plusieurs organisations palestiniennes dont le Hamas, le Jihad islamique, le Front démocratique (FDLP), le Front populaire (FPLP), qui ont rejoint le mouvement. Initialement la grève a été lancée globalement par le Fatha suivi par des prisonniers à titre individuel. Ceux-ci étaient membres d'autres organisations, mais ils sont rentrés dans le mouvement. Cette grève a été préparée pendant plusieurs mois, a été discutée, s'est mise en place patiemment, parce qu'ils connaissent les pratiques des géoliers et de l'administration pénitentiaire, donc ils ont tout préparé avant de commencer.

La répression des grévistes de la faim semble assez dure de la part des autorités sionistes...

La répression va crescendo. Elle se manifeste d'abord par la mise à l'isolement des « meneurs » et surtout des responsables politiques, parce qu'il y a une direction du mouvement qui a été dispersée pour qu'il n'y ait aucune prise de décision. Donc, mise au mitard, fouille des cellules, on les met à poil, on fait rentrer des chiens, des membres des forces spéciales viennent dans les cellules, font usage de matras et de gaz lacrymogènes... Ils sont privés de visites de leurs familles, de leurs avocats – pour ceux qui en ont un –, on leur a aussi retiré le sel parce que les grévistes de la faim buvaient de l'eau salée pour garder des minéraux essentiels à l'organisme... Certains dorment à même le sol, privés de tout vêtement. Pour tenter de casser le mouvement, Pizza Hut Israël a même sorti un montage publicitaire odieux ciblant Marwan Barghouti...

Une délégation dont tu faisais partie vient de sortir du siège français du CICR (Comité international de la Croix rouge) pour expliquer ce que tu viens de nous décrire. Quelle a été leur attitude et que comptent-ils faire ?

Nous avons porté les revendications des prisonniers palestiniens au CICR : la fin de la détention administrative, la fin des tortures, la libération des enfants détenus,

la situation des femmes, le droit aux soins, à l'éducation, le rétablissement des visites des familles. Bien sûr, ils sont au courant ! On leur a rappelé que leur mission était de protéger les populations sous occupation, de leur trouver un système de protection. On leur a rappelé que depuis 1967, dans les territoires occupés par Israël, 800 000 personnes ont été détenues. On leur a demandé quelles avaient été leurs « réussites » depuis 50 ans.

Tout ce qu'ils nous ont dit, c'est qu'ils ont le droit de visite dans les prisons, qu'ils ont aidé certaines familles à obtenir un droit de visite. Nous leur avons demandé de s'exprimer sur ce qu'ils ont constaté dans les prisons, puisqu'ils sont la seule organisation internationale à pouvoir le faire. La réponse est que leur règle d'or était la confidentialité, et qu'il était hors de question de communiquer quoi que ce soit sur ce qu'il se passe dans les prisons israéliennes... car sinon on leur retirerait leur droit de visite (sic !).

Actuellement, on assiste à de multiples transferts de prisonniers, du sud d'Israël vers le nord, du nord vers le sud... Certains prisonniers ont été regroupés et envoyés dans une prison qui se trouve dans le désert du Naqab, dans des conditions carcérales encore plus dures.

Comment réagit la société palestinienne, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie, par rapport à cette grève de la faim ?

Il y a beaucoup de soutien de la population qui se manifeste par des jeûnes de solidarité. Il y a aussi des marches, des rassemblements. Les anciens prisonniers sont particulièrement actifs, ainsi que les familles. Il y a quelques jours à Naplouse, des enfants se sont regroupés et ont marché avec des portraits de leurs pères qui sont en prison... Il y a un tas d'initiatives qui sont prises et qui ont été préparées pendant des mois avant le déclenchement de la grève.

La question des prisonniers est-elle fédératrice, compte tenu de la défiance envers l'Autorité palestinienne et de Mahmoud Abbas ?

La question des prisonniers a toujours été un élément fédérateur, parce qu'il y a continuellement

des emprisonnements. Tous les jours, Israël arrête et emprisonne... Alors ils peuvent éventuellement libérer les petites peines, mais c'est un système permanent de prise d'otages à très grand niveau. Il y a 6 500 prisonniers qui sont actuellement des otages d'Israël. C'est un élément de pression sur toute la société palestinienne, une punition collective : c'est moi qui commande, et toi tu obéis, tu es l'occupé.

Quant à l'Autorité palestinienne, depuis les accords d'Oslo, elle a été assignée à collaborer avec l'occupation. C'est marqué dans les accords, elle doit « empêcher toute action contre Israël ». Elle emprisonne et pourchasse d'ailleurs les résistants sur demande des Israéliens. Elle peut même les exécuter, ça s'est passé dans plusieurs camps de réfugiés, dans la ville de Naplouse par exemple. Des résistants sont emprisonnés dans les prisons de l'Autorité, puis livrés à Israël. Le cas le plus connu est celui d'Ahmad Saadat, secrétaire général du FPLP emprisonné par l'Autorité à la prison de Jéricho et livré à l'armée d'occupation.

La grève de la faim des prisonniers palestiniens vient contrebalancer la politique de collaboration de l'Autorité, et elle la dénonce. Il y a une perspective politique dans ce mouvement qui est un véritable soulèvement des prisonniers politiques. Ceux-ci sont des résistants qui ont pour certains mené la lutte armée, et qui continuent dans les prisons à mener la lutte politique

tant que durera l'occupation. Il est alors évident qu'Israël veut absolument et par tous les moyens casser cette résistance.

Après un mois de grève de la faim, on entre dans une période critique de dégradation rapide de l'état de santé des grévistes, et malheureusement certains peuvent en mourir. Au niveau international, que pouvons-nous faire ?

Comme je l'ai dit, les autorités israéliennes font tout pour briser la grève de la faim, y compris par le gavage de force. Comme ils n'ont pas trouvé de médecins israéliens pour le faire, ils font appel à des « médecins » mercenaires étrangers pour le faire à leur place... Mais plus la grève dure, plus le soutien s'amplifie et plus le système de collaboration issu des accords d'Oslo sera remis en cause. Il faut que nous, ici, soyons attentifs à tous les aspects de cette lutte et qu'on la soutienne. Il faut que le mouvement de solidarité à la lutte palestinienne cesse de soutenir l'Autorité et le système qu'elle a engendré. On ne peut en même temps soutenir le mouvement des prisonniers et l'Autorité : il faut faire un choix et être clair dans la perspective politique qu'on veut voir gagner. Les Palestiniens se battent pour des droits universels, que ce soit pour le droit au retour des réfugiés, le droit à un État indépendant avec Jérusalem pour capitale... La lutte ne s'arrêtera pas jusqu'à l'obtention de ces droits !

Propos recueillis par Alain Pojolat

L'image de la semaine



Vu ailleurs



À PLAT VENTRE POUR LES JO. Nul ne sait

exactement sur quels critères s'obtiennent les jeux Olympiques. La France, qui postule pour les organiser en 2024, a néanmoins choisi de suivre certaines recommandations dans l'air du temps, comme la défense de l'environnement. [...]

La France s'est payé les services de Mike Lee, le spin-doctor de Londres 2012 et Rio 2016, mais aussi du Mondial de football 2022 controversé au Qatar. Cet Anglais a « globalisé » les thèmes de Paris 2024 et les a alignés sur ceux de Los Angeles : beaucoup d'écologie, la promesse de nouvelles technologies [...], des Jeux à « échelle humaine » et pas trop chers... Le tout, avec une parole médiatique très mesurée. Et un slogan en anglais, « Made for sharing ». Qui, pas de bol, est aussi celui de Pizza Hut. [...]

Le Comité international olympique aime beaucoup l'argent et se nourrit de droits télé records et contrats de sponsoring léonins. Son fonds de réserve était ainsi estimé à plus de 800 millions d'euros en 2013. [...]

Le comité reste sous le choc des villes qui se sont retirées de la course : Madrid, Rome, Chicago, Hambourg, Budapest... À chaque fois, les autorités locales ont renoncé sous l'effet des enquêtes d'opinion ou des référendums. Paris et Los Angeles ne feront donc pas « l'erreur » de convoquer les citoyens aux urnes. Mais le CIO exige que les habitants d'un pays soutiennent le projet des Jeux (au moins les deux tiers). Il s'agit d'éviter les mouvements sociaux qui ont secoué le Brésil l'an passé. Miracle : en février, un sondage Odoxa-RTL donnait 69 % de Français favorables aux Jeux. La proportion s'élevait à 82 % chez les 15-25 ans, selon une étude en ligne d'Elabe réalisée pour le comité de candidature et publiée en mars. Coup de maître : Paris a signé un accord avec les cinq principaux syndicats. Le comité s'engage à appliquer « une exemplarité sociale ». En échange, les centrales promettent de ne pas perturber avec des grèves.

« Paris 2024 : Comment décrocher les JO », Pierre Carrey, *Liberation*, dimanche 14 mai 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org